

Subject Files Regarding Political and Security Matters  
Reports and Correspondence  
C/POL/113(4) - Ruanda-Urundi

31/10/1960 - 01/03/1963

1/2

PLEASE RETAIN  
ORIGINAL ORDER

SC  
CC

DECLASSIFIED

UNARCHIVES

SERIES S-0735

BOX 9

FILE 6

ACC. DAG 13/1.61.0

# Textes et Documents

N° 151

8 JUIN 1962

## RWANDA ET BURUNDI EN 1962

Services de l'Information  
du

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR

—  
BRUXELLES



## DEVELOPPEMENT DU RWANDA ET DU BURUNDI

*L'étude ci-contre expose les résultats auxquels le Rwanda et le Burundi sont parvenus grâce au concours des autorités de tutelle dans les domaines économiques, sociaux et politiques.*

*Ces autorités ne se sont pas seulement soucies de mener ces tâches à bien jusqu'à la veille de l'indépendance, elles ont tenu à établir des programmes qui permettraient aux deux Pays de bénéficier de cette indépendance dans les meilleures conditions de civilisation et de progrès. C'est pourquoi le Gouvernement du Ruanda-Urundi a confié en mai 1960, à l'Association européenne des sociétés d'études pour le développement (A.E.S.E.D.) une étude globale en vue de l'établissement d'un programme de développement économique et social. Un rapport général et un rapport analytique ont été publiés en 1961, grâce au concours financier de la Communauté économique européenne.*

*\*\**

*Le préambule du rapport Général a appelé Plan d'urgence le programme de développement économique et social décrit dans cette publication. C'est en effet la nécessité d'agir vite qui est apparue avec le plus d'évidence aux experts, tant sont impératives et alarmantes les données démographiques de ces deux pays.*

*Mais agir vite exige une deuxième obligation : agir avec méthode. Ce sont précisément ces méthodes d'action qui ont été le plus soigneusement étudiées par les experts.*

*En face des trois objectifs fondamentaux, qui consistent à : 1° intensifier la production agricole, 2° moderniser la société paysanne, 3° préparer le développement industriel, les experts proposent trois méthodes fondamentales :*

*1. Maintenir des institutions communes entre le Rwanda et le Burundi, notamment pour tous les problèmes de développement.*

*2. Organiser la structure du Gouvernement et de l'Administration en fonction des impératifs du Plan.*

*3. Mobiliser toutes les forces vives de la Nation en faveur du Plan.*

*\*\**

*La première méthode fondamentale — les institutions communes au Rwanda et au Burundi — est instamment préconisée par les experts, aux deux jeunes Etats, malgré leur désir évident d'indépendance.*

*(Suite en page 3 de la couverture.)*

## RWANDA ET BURUNDI EN 1962

### I. LA TERRE ET L'HOMME

**Le pays.** — Terre des collines sans cesse recommencées, depuis les volcans du Nord jusqu'aux rives alluvionnaires de la Ruzizi, le Rwanda et le Burundi occupent une superficie de 54.172 km<sup>2</sup>. Ils sont peuplés de 4.850.000 habitants. L'altitude moyenne est très élevée, puisqu'elle part de 773 mètres sur les bords du Tanganika, pour culminer à 3.000 mètres. Il en résulte un climat très varié, des pluies irrégulières, des températures différentes d'une région à l'autre.

**La population.** — La population se divise en trois races : les Tutsi, les Hutu et les Twa. Dans l'immense majorité des cas, tous se marient à l'intérieur de leur caste.

Les Twa (à peine 1 % de la population totale) sont des chasseurs et des potiers, apparentés à la race des pygmées, sans doute les survivants des plus anciens habitants. Insoucians, querelleurs, bons vivants, considérés à peine comme des hommes par les autres races, ils subsistent d'une façon plus que primitive.

Les Hutus sont des Bantous de taille moyenne, semblables aux populations paysannes de l'Est-Africain. Majoritaires à 85 %, ce sont des agriculteurs qui manient la houe et la serpette, cultivent les haricots, les pois, le sorgho, l'éleusine, les patates douces et le manioc. Descendants de ceux qui ont refoulé les Twa dans les quelques lambeaux de forêt qui subsistent, les Hutu étaient autrefois réunis en une série de groupements familiaux dont il reste quelques exemples dans une petite région du Nord où les Tutsi n'ont exercé leur empire que de façon sporadique. Dans leur grande majorité, les Hutu naissent simples cultivateurs et ne peuvent aspirer à devenir autre chose. Quelques exceptions confirment cette règle et la tradition orale les a conservées, tant ces cas étaient rares.

Les Tutsi, derniers conquérants du Rwanda-Burundi, y ont pénétré il y a environ trois siècles. Ils représentent un peu moins de 15 % de la population totale. Leur haute stature est encore soulignée par leur sveltesse. Un élément frappant : la proportion des membres inférieurs. La tête est étroite et allongée, les traits réguliers.



Les Tutsi semblent partager ces caractéristiques morphologiques avec des populations aussi éloignées que les Somali, les Foulbé (groupe Peulh) de l'Ouest Africain et les Masaï du Kenya, toutes populations qui sont ou qui furent nomades et pastorales. On avance souvent que ces derniers groupes appelés « éthiopiens » ont une genèse commune dans des steppes ou des savanes herbeuses. Les récentes découvertes du Sahara, notamment au Tassili, montrent que les habitants ont recouvert les parois rocheuses de nombreuses images de bétail à longues cornes comme celui des Tutsi. Car c'est ce bétail qui a été le principal instrument de leur domination sur les masses Hutu.

**Une civilisation fondée sur le bétail.** — Les Tutsi sont des pasteurs. Dans une société dominée par eux, le bétail est un centre d'intérêt majeur. Son importance dans la structure politique a encore augmenté cet intérêt. Il existait, et dans une certaine mesure, il existe encore, une série très compliquée de prescriptions et de tabous concernant les soins du bétail. Mais la vache a surtout été à la base de la structure de *clientèle* — institution politique à l'origine de la féodalité. Un client offre ses services à une personne de statut supérieur et lui demande sa protection. Si son offre est acceptée, il reçoit une vache. A partir de ce moment, il est lié à son patron et doit le servir chaque fois que celui-ci lui demande un travail. En revanche, il garde l'usufruit du bétail qui lui est confié, ainsi que l'accroissement mâle du troupeau, et jouit dès lors de la protection de son patron. La relation de clientèle était souvent héritée et l'on pouvait avoir ainsi plusieurs patrons. La fin de la relation entraînait la restitution de tout le bétail par le client.

Ces clients, ce sont évidemment les Hutu. Les Tutsi en étaient les maîtres, auxquels il arrivait, rarement d'ailleurs, d'être transformés en clients.

Cette maîtrise née de la conclusion d'un contrat civil et privé a été le principal instrument de la domination politique des Tutsi sur les Hutu.

L'importance attachée au bétail était telle que les Hutu ne purent résister à l'attrait d'en détenir et, du fait même, furent amenés à devenir des serfs, alors qu'ils constituaient l'énorme majorité de la population.

**L'organisation politique.** — Le Rwanda et le Burundi, ainsi que l'on désigne ces pays en langue vernaculaire, ont toujours constitué deux royaumes absolument distincts, que la tradition orale fait nettement apparaître comme étant presque toujours en lutte l'un contre l'autre. On pourrait les comparer à deux frères ennemis incapables de régler une vieille querelle de limite de propriété. Car les guerres continuelles entre Rwanda et Burundi n'avaient bien souvent d'autre but que de s'approprier quelque région frontalière.

Le Ruanda-Urundi, il faut insister sur ce point, n'a jamais eu aucune existence historique. C'est le hasard des répartitions de territoires qui, à la suite de la Première Guerre mondiale, en a fait une entité administrative confiée à la Belgique.

Au Rwanda comme au Burundi, nous trouvons un royaume, d'origine divine à la tête duquel se trouve le Mwami (pluriel Bami) et son tambour, insigne et source de son pouvoir. Ceci explique que le Mwami soit entouré d'un protocole très strict, à signification magico-religieuse. Son successeur est un de ses fils désigné par un collège de fonctionnaires, dont la charge est héréditaire et qui se nomment les Biru. Comme la succession n'est pas sujette à des règles bien définies, la plupart des règnes débutaient par une compétition entre les fils du Mwami défunt.

Le Mwami est le juge suprême. En principe, chacun peut en appeler à lui.

Le Rwanda et le Burundi étaient divisés en districts administratifs d'importance fort inégale et qui, aux frontières, se trouvaient généralement placés sous l'autorité de chefs d'armées. Ailleurs, au Rwanda, chaque district était gouverné par deux chefs : le chef de terres et le chef de bétail.

Le district était divisé en collines sous l'autorité de chefs de collines, chargés surtout des levées de tributs et de taxes, de l'organisation des travaux collectifs ainsi que de la moyenne et de la basse justice. En outre, une série de petites circonscriptions dépendaient directement du Mwami.

Le Mwami du Rwanda se maintenait grâce au fait qu'il avait le droit de démettre n'importe quel chef de district et aussi en raison des tensions qui surgissaient très souvent entre chef de terres et chef de bétail. Les deux chefs s'espionnaient jalousement.

Au Burundi, le système devait être assez différent. Les chefs de district appartenaient à la classe des Canva, descendants des derniers Bami. Ils étaient aussi chefs d'armée et ne pouvaient être révoqués que dans des cas exceptionnels. De ce fait, ils ont manifesté, à l'égard du pouvoir royal, une indépendance beaucoup plus grande.

Notons qu'en règle générale, les institutions du Burundi étaient moins centralisées.

**Le régime foncier.** — Le régime foncier est une autre manifestation de l'empire tutsi. Il est véritablement la projection sur le sol de l'organisation politique. Par voie de contrat de servage pastoral, les nouveaux maîtres tutsi n'ont pas hésité à émettre des prétentions sur les terres de leurs clients en cas de rupture du contrat, de succession en déshérence, de banissement, etc. Ainsi s'accomplit lentement mais sûrement une spoliation qui assura sans heurts au Mwami la propriété éminente de toutes les terres du pays.

Les Tutsi en vinrent à décréter que le Mwami est d'abord le propriétaire du sol dans son entier puis, par voie de conséquence, de tous les êtres qui vivent du sol.

Les concessions de terres furent assujetties à de nombreuses obligations et une sorte de servage féodal s'est créé qui double bien



souvent le servage pastoral. Le principe selon lequel le Mwami était devenu le seul propriétaire des terres implique, par conséquent, que tout autre détenteur n'en est que l'usufruitier, le bénéficiaire temporaire et que celui-ci pourrait en être spolié à tous moments. Les droits de pacage du bétail participent du même principe mais sont parfois considérés comme un droit exclusif au profit de certains Tutsi influents.

Ici encore les règles qui prévalent au Burundi, si elles sont les mêmes, sont appliquées avec beaucoup plus de libéralisme. La spoliation y était très rare et presque toujours provoquée par des motifs d'ordre politique plutôt que par simple arbitraire.

**La pénétration européenne.** — C'est ainsi qu'apparaissent, dans leurs traits principaux le Rwanda et le Burundi à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Les famines périodiques et les épidémies, la mortalité infantile étaient autant de freins à l'accroissement démographique, bien que les habitants de ces pays eussent toujours été très prolifiques. D'autre part, la configuration géographique du Rwanda et du Burundi, leurs limites naturelles, leur organisation militaire les ont heureusement préservés des razzias des esclavagistes installés sur la côte orientale.

La découverte des grands lacs, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, donne la clef d'une des plus fascinantes inconnues de la recherche géographique : la situation des sources du Nil aux pieds des légendaires monts de la Lune, évoqués par Ptolémée.

Les premiers Européens à prendre contact avec le Rwanda et le Burundi furent Burton et Speke en 1858. En 1871, Stanley et Livingstone parcoururent le lac Tanganika. Huit ans plus tard, les premiers missionnaires du cardinal Lavignerie essaient de fonder un poste au Burundi. Ils doivent y renoncer après avoir perdu deux prêtres et un auxiliaire massacrés en 1881.

A partir de 1892, les voyages se multiplient. Le duc de Mecklembourg établira définitivement la pacifique conquête de l'Allemagne sur les deux pays, en même temps qu'il dirige une brillante expédition scientifique et se livre à une première étude systématique du sol et des habitants.

En 1898, les Pères Blancs de Lavignerie fondent leurs premières missions.

**Le régime allemand.** — Les Allemands font du Rwanda et du Burundi les districts 13 et 14 de l'immense Deutsch Ost-Afrika. Ils créent de toutes pièces, en 1899, le poste militaire d'Usumbura qui deviendra la ville principale du Ruanda-Urundi. Au cours des années suivantes, d'autres stations militaires sont établies le long de la frontière qui sépare ces régions de l'Etat Indépendant du Congo, mais il faudra attendre 1907 pour voir arriver une administration civile dont les effectifs ne dépasseront jamais une dizaine d'unités.

Il était normal que cette poignée d'administrateurs s'appuie sur la hiérarchie qu'ils trouvèrent dans les deux pays. En effet, il était assez rare de rencontrer, au cœur de l'Afrique, deux Etats dotés d'une texture administrative en même temps que policière, aussi serrée qu'efficace. Ils s'efforceront cependant de faire cesser les abus les plus criants, sans toujours y parvenir.

A partir de 1907 s'installeront les missionnaires protestants auxquels les Allemands apportent, tout comme d'ailleurs aux représentants des autres confessions, une aide appréciable. Il n'est pas sans intérêt de relever que le seul mot allemand qui subsiste dans la langue vernaculaire est : *Schule*, « école ».

Durant toute l'occupation allemande, la situation politique est restée bonne au Rwanda. Mais le Burundi était en proie aux dissensions internes (on put à certains moments compter trois notables qui se prétendaient le Mwami); lorsque les troupes belges y parvinrent, en 1916, elles trouvèrent le pays déchiré par la guerre civile et le jeune Mwami Mwambutsa, investi quelques mois auparavant, en butte aux intrigues de cour.

## II. QUARANTE ANS DE TUTELLE BELGE

**Premières réalisations.** — C'est le Conseil suprême des Puissances alliées qui, en 1919, confia à la Belgique un mandat sur les deux territoires.

L'administration belge se mit à l'œuvre sans tarder. Sa première tâche fut de mettre en place un système d'administration cohérent, calqué sur l'organisation coutumière, mais dans la mesure où celle-ci ne comportait pas de dispositions contraires à l'ordre public international.

Le droit de vie et de mort fut enlevé aux Bami; l'administration de la justice se vit réorganisée; les districts furent regroupés ou subdivisés de manière à leur donner une étendue compatible avec une saine administration. Le régime de la double hiérarchie, chef de terres et chef de bétail, fut remplacé par une autorité unique. L'objectif à atteindre au plus tôt, consistait à ouvrir le pays au progrès social par le moyen du progrès matériel.

D'une part les famines périodiques furent combattues en intensifiant les cultures, en mettant en valeur les vallées humides, en introduisant de nouvelles espèces et en protégeant le sol contre l'érosion.

D'autre part, l'introduction de la culture du café devait permettre aux masses de disposer de revenus appréciables.

On a pu dire, sans paradoxe, que l'introduction de la culture du café fut, pour les paysans hutu, l'occasion de prendre conscience d'eux-mêmes : elle leur a fait entrevoir la possibilité de se libérer de l'emprise des seigneurs tutsi.



**L'évangélisation.** — Le christianisme rencontra une extraordinaire faveur auprès des élites, puis auprès des masses.

Les deux archevêchés et les six évêchés, dont cinq ont pour titulaire un évêque autochtone, comptaient près de 2 millions et demi de catholiques, soit près de 50 % de la population totale du territoire. Divers facteurs peuvent expliquer le succès rencontré par le christianisme. L'homme du Rwanda, comme celui du Burundi, croit à l'existence d'un Dieu unique et le fétichisme n'existe pas. Mais ce qui fut apparemment décisif dans cette conversion, c'est l'aspect égalitaire de la religion, sa volonté de se pencher vers les déshérités, son action sociale à l'égard des femmes et l'attrait des écoles.

Confessions (fin 1950)	Stations de missions	Postes de catéchuménat	Missionnaires	Religieux autochtones	Adhérents
Religion catholique .	247	3.035	873	784	2.377.577
Religion protestante .	36	2.349	201	641	219.778
Autres religions (adventistes du septième jour, islam, etc.) . . . . .	73	620	34	540	126.729
Totaux . . . . .	356	6.004	1.108	1.965	2.724.084

**L'enseignement.** — L'école fut un facteur important de la prise de conscience des populations. Pendant de longues années, seuls, ou à peu près, les Tutsi bénéficièrent de l'enseignement : leur soit d'apprendre était la plus forte et leurs parents pouvaient mieux que d'autres se permettre de les envoyer à l'école plutôt qu'aux champs.

Mais la situation s'est améliorée peu à peu pour les Hutu. Dans l'enseignement primaire et moyen, leur nombre est actuellement égal à celui des Tutsi. Il restera inférieur pour un ou deux ans encore dans l'enseignement supérieur. Rapidement, les Hutu se sont révélés aussi capables que les Tutsi : un complexe d'infériorité allait disparaître. L'élève qui sortit le premier du cycle complet d'humanité du régime métropolitain du collège d'Usumbura fut un Hutu qui achève actuellement ses études de droit dans une université belge.



Bananières établies sur des pentes très escarpées. (Ruhengiri).

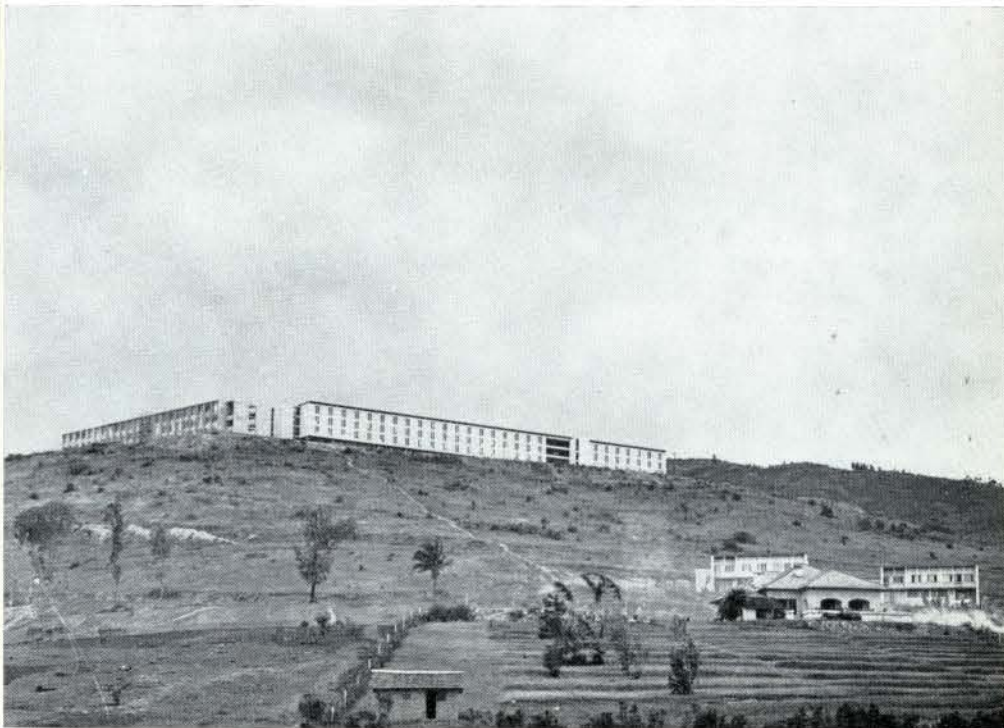


Lutte contre l'érosion par reboisements des crêtes et par haies anti-érosives. (Ruhengiri).





Traite du bétail à l'intérieur d'un kraal. (Astrida).



Collège interracial d'Usumbura.

Le développement de l'enseignement a pris de telles proportions que son coût absorbe à lui seul 25 % des recettes budgétaires. Les chiffres font apparaître comme suit la situation en 1960 :

Ecoles	Ecoles de l'Etat	Ecoles libres subsidees	Totaux	Nombre d'élèves
<b>A. Régime africain</b>				
1. Enseignement général				
Ecoles primaires . . . . .	24	3.152	3.176	262.058
Ecoles secondaires . . . . .	1	6	7	776
2. Enseignement pédagogique . . . . .	3	26	29	2.152
3. Enseignement postprimaire . . . . .	—	1	1	52
4. Enseignement des arts et métiers . . . . .	4	11	15	1.211
5. Enseignement ménager, agricole, médical et vétérinaire . . . . .	4	15	19	1.144
Totaux . . . . .	36	3.211	3.247	267.393
<b>B. Régime métropolitain</b>				
Ecoles primaires . . . . .	6	7	13	1.661
Ecoles secondaires . . . . .	3	5	8	1.711
Ecoles ménagères . . . . .	1	—	1	8
Section normale et moyenne . . . . .	1	—	1	10
Totaux . . . . .	11	12	23	3.390
<b>C. Enseignement supérieur</b>				
Faculté d'agronomie . . . . .	1	—	1	7
Institut Facultaire (candidature en philosophie et lettres — candidature en sciences politiques, sociales et économiques) . . . . .	—	1	1	19
Totaux . . . . .	1	1	2	26
Grands totaux . . . . .	48	3.224	3.272	270.809



Ces chiffres ne comprennent pas les enseignements spécialisés tels que les séminaires, ou les cours de perfectionnement pour greffiers, commis, agents des douanes, etc.

D'autre part, plus de 300 bourses ont été octroyées en 1960 à des ressortissants du Ruanda-Urundi, afin de leur permettre d'entreprendre ou de poursuivre des études post-secondaires ou universitaires.

**Transports et communications.** — La population du Rwanda et du Burundi est extrêmement dispersée et les échanges entre les divers groupes étaient, jusqu'à l'arrivée des Européens, de nature telle qu'ils n'entraînaient pas de déplacements selon des itinéraires habituels. Tout restait à faire, même en ce qui concerne la création de routes.

**Voies terrestres.** — Aucune ligne de chemin de fer n'existe au Ruanda-Urundi. Jusqu'en 1922, il n'y avait aucune route carrossable; actuellement le réseau routier dépasse 11.000 km. Les routes Usumbura-Bukavu, Usumbura-Astrida et Bugarama-Kitega sont asphaltées. Les artères principales des localités telles que Shangugu, Astrida, Kisenyi et Kigali sont également asphaltées. Usumbura possède 250.000 m<sup>2</sup> de chaussée avec revêtement bitumeux correspondant à une longueur d'environ 30 km. Les dépenses effectuées en 1960 par l'Administration pour l'entretien des routes (routes d'intérêt général et routes d'intérêt régional) se sont élevées à 24.460.108 francs.

**Voies navigables.** — Il n'est de navigation que sur le lac Tanganyika et le lac Kivu (aucun cours d'eau n'est navigable). La navigation est presque exclusivement entre les mains d'une société congolaise : C.F.L. ou Compagnie des chemins de fer du Congo Supérieur et des grands lacs africains, qui exploite le lac Tanganyika entre Usumbura et Albertville (345 km.) pour le trafic vers les ports de mer de Matadi et Lobito et entre Usumbura et Kigoma, (210 km.), pour le mouvement des marchandises vers Dar-Es-Salaam. Néanmoins, ces dernières années, quelques caboteurs appartenant à des sociétés locales ont fait leur apparition.

Le nouveau port d'Usumbura est entré partiellement en service en 1959, et complètement en 1960.

La jetée nord de ce port est aménagée de façon à permettre l'accostage des pétroliers, et l'évacuation du pétrole par des pipelines.

Trois nouveaux hangars d'une superficie totale de 12.000 m<sup>2</sup> sont en voie d'achèvement. La navigation sur le lac Kivu est assurée principalement par la Société OTRACO (Office d'exploitation des transports coloniaux). Mais, là aussi, les transporteurs privés ont fait leur apparition ces dernières années. La rive Rwanda-Burundi du lac Kivu dispose de trois installations d'accostage : Kibuye, Kisenyi et Shangugu; cette dernière est actuellement en voie d'élargissement.

**Voies aériennes.** — Usumbura, Kigali, Astrida et Kitega possèdent des plaines d'aviation dont la longueur de piste atteint respectivement 2.200, 1.247, 838 et 950 m. En 1960 les aérodromes de Kiofi (Mosso), de Nyanza-Lac et Kamembe ont été ouverts au trafic aérien. Les compagnies aériennes SABENA et SOBELAIR continuent à exploiter les lignes traditionnelles.

La SOBELAIR a ajouté à son réseau une liaison régulière Usumbura-Kigali à la cadence d'un voyage par semaine. La Société aérienne pour l'agriculture (SAPA) anciennement installée à Rutshuru a transporté sa base d'exploitation à Usumbura.

Le centre météorologique d'Usumbura a pris une importance internationale plus considérable depuis l'ouverture de l'escale internationale de la ligne Belgique-Congo en remplacement de l'escale de Stanleyville de cette même ligne (vols vers Fort-Lamy, Khartoum, Kano, Le Caire, Tripoli, Athènes, Genève, Bruxelles).

**Télécommunications.** — Usumbura, Kigali et toutes les autres localités importantes sont dotées d'un bureau télégraphique acceptant les télégrammes pour toutes les destinations. Il existe en outre une liaison téléx Usumbura-Bruxelles, Usumbura-Shangugu et Usumbura-Elisabethville.

La station de radiodiffusion située à Usumbura dispose de studios modernes avec un émetteur d'une puissance de 10 kw. Une seconde station de radiodiffusion a été mise en service à Kigali. Les rapports d'écoute émanant de divers points des deux pays et même de l'étranger attestent de bonnes émissions.

Usumbura dispose d'un réseau de téléphone automatique ouvert jour et nuit. Ce réseau est en liaison avec les réseaux téléphoniques internationaux en relation avec le réseau téléphonique mondial.

Kigali, Astrida, Kisenyi, Kitega et Shangugu possèdent également un réseau téléphonique avec un central manuel.

**Le logement.** — L'Office des cités africaines (O.C.A.) a terminé depuis fin 1958 l'ensemble du programme qui lui avait été assigné pour les logements. Cet organisme dispose de 2.449 logements; ses activités pour l'année 1960 se résument comme suit :

- 11 Entretien général et remise en état des maisons;
- 27 Agrandissement et transformation d'une centaine de maisons à la demande des acquéreurs;
- 32 Location des maisons;
- 131 Vente de 127 maisons.

Le loyer payé par les locataires est proportionnel à leur revenu mensuel; il se situe à 22 % de leur rémunération, sans toutefois excéder le loyer financier fixé pour chaque type d'habitation. Lorsque le loyer financier est supérieur à 22 % de la rémunération de l'occupant, la différence est supportée par le Gouvernement.



En 1960, la subvention du Gouvernement pour compenser des réductions de loyer s'est chiffrée à 450.000 francs.

Signalons d'autre part, l'action bienfaisante conjuguée du « Fonds d'avances », du « Fonds du Roi » et du « Fonds du bien-être indigène » dans le domaine de l'amélioration de l'habitation en milieu rural.

Voici comment se présentait la situation en 1960 :

Habitations	Nombre			Total
	En matériaux durables		Provisoires autres qu'en paille	
	Construites par O.C.A.	Non construi- tes par O.C.A.		
C.E.C. (Centres extra coutumiers) . . .	2.449	782	3.843	7.074
Cités indigènes . . .		1.583	2.149	3.732
Village de travailleurs .		2.108	2.006	4.114
Campagne . . .		11.218	558.973	570.191
Totaux . . .	2.449	15.691	566.971	585.111

Habitations en matériaux durables d'après l'époque de la construction	Existant au 1er jan- vier 1960	Construites durant l'année	Totaux au 31 décem- bre 1960	En voie de construc- tion au 31 décem- bre 1960
Construites par O.A.C.	2.449	—	2.449	—
Construites par employeurs	1.673	31	1.704	11
Construites par Fonds d'avances	1.943	78	2.021	27
Construites sans inter- vention du Fonds d'avances	10.084	1.882	11.966	131
<b>Totaux</b>	<b>16.149</b>	<b>1.991</b>	<b>18.140</b>	<b>169</b>

**L'organisation sanitaire.** — Sur le plan de l'hygiène, les Belges durent, dès leur arrivée, lutter contre les épidémies, la mortalité infantile et les maladies, en multipliant au maximum les formations sanitaires afin de couvrir les deux pays d'un dispositif qui fût à la mesure d'une population importante mais dispersée à l'extrême. Il n'y a pas de village au Rwanda-Burundi, chacun vit sur les terres qu'il occupe. On imagine sans peine les difficultés qui résultent de cette dispersion, en particulier dans le domaine médical, surtout si l'on songe qu'au début du siècle n'existait pas la moindre route, tandis qu'en 1918, il y avait 2 médecins et un infirmier.

A présent, l'organisation sanitaire compte parmi les meilleures qui soient; des campagnes systématiques ont été entamées avec le plus grand succès contre la maladie du sommeil, la fièvre récurrente et le plan qui ont pratiquement disparu; contre le paludisme qui a diminué de 50 %; contre la tuberculose et la lèpre.

Le taux de mortalité infantile est devenu le plus bas de toute l'Afrique centrale.

C'est le Fonds du bien-être indigène qui a le grand mérite d'avoir pris à sa charge, dans le domaine médical, la construction de sanatoria, de maternités, de dispensaires, d'écoles d'aides-accoucheuses.

La situation sanitaire, au 31 décembre 1960, s'établissait comme suit :

Situation sanitaire.	
Etablissements	
36 hôpitaux avec quelque 4.000 lits;	
159 dispensaires avec quelque 1.200 lits;	
71 maternités « état » avec quelque 1.400 lits;	
2 sanatoria	
1 léproserie avec 800 lits;	
2 laboratoires médicaux.	
Personnel	
90 médecins;	
8 pharmaciens;	
6 dentistes;	
27 fonctionnaires et agents sanitaires;	
38 auxiliaires médicaux;	
180 infirmiers, infirmières et accoucheuses;	
2 techniciens radiologues;	
2 kinésithérapeutes;	
895 agents subalternes.	



**L'agriculture.** — Poursuivant la lutte contre la famine périodique et la dégradation du sol, les Belges s'appliquèrent à édifier un système d'exploitation à la fois moderne et adapté aux usages locaux.

Des mesures générales ont été adoptées pour la conservation des terres, l'amélioration de leur valeur agricole, l'augmentation de la production et du rendement des cultures.

1. **Drainage et mise en valeur des marais.** La superficie drainée comprend fin 1960, 107.857 ha. Durant l'année 1960, 92.502 ha de marais ont été cultivés; 15.355 ha sont restés en jachères.

2. **Irrigations.** 3.471 km. de canaux primaires et secondaires ont assuré l'irrigation de 6.700 ha.

3. **Lutte anti-érosive.** Des résultats considérables ont été obtenus : fin 1960, il existait 577.359 km. de fossés et de marais.

4. **Introduction de semences sélectionnées.** Les centres agricoles permanents du service de l'Agriculture (C.A.P.S.A.), gérés par des agronomes-adjoints, servent à conduire des essais comparatifs, qui ont pour but de déterminer les semences et plants en provenance des stations de l'Inéac (Institut national d'études agronomiques au Congo), les mieux adaptés à la région.

5. **Lutte contre épiphyties et insectes.** Afin de protéger les cultures, la législation du Congo en la matière a été rendue exécutoire au Rwanda et au Burundi. Les deux principales cultures économiques du Rwanda et du Burundi, le café et le coton, bénéficient annuellement d'une campagne de désinsectisation organisée par le service de l'Agriculture.

6. **Emploi d'engrais.** Des expérimentations intéressantes ont été effectuées dans ce domaine. Pour le café, par exemple, un réseau de champs expérimentaux, financé par l'O.C.I.R.U. (Office du café indigène du Ruanda-Urundi) et contrôlé par l'INEAC a été créé en 1958 dans tout le territoire. Le but de ces essais est de rechercher les territoires ou régions qui donneront une réponse économique à l'apport d'engrais sur caféier, cette dernière culture constituant la principale ressource du Rwanda-Burundi.

**Paysannats, alignements, lotissements, zones d'action rurale.** — Les essais de rationalisation de l'Agriculture ont amené la création dans les régions vides ou peu peuplées d'alignements-lotissements de paysannats (alignements-lotissements où les réalisations sociales sont importantes), et enfin de zones d'action rurale (Z.A.R.), c'est-à-dire la réorganisation agricole d'une région sous forme variable et typiquement locale. Des nouvelles terres ont été préalablement aménagées pour 14.000 familles. Les chiffres suivants mon-

trent à quel point les résultats atteints en 1960 dans l'agriculture étaient surprenants :

Nature des cultures	Superficie (hectares)	Production (tonnes)
a) Cultures vivrières d'autochtones (haricots-manioc-patates douces) . . . . .	1.302.588	5.617.314
b) Cultures vivrières maraichères des entreprises non autochtones (légumes - fruits)	770	2.405
c) Cultures industrielles d'autochtones (café - coton - huile de palme) . . . . .	70.434	32.940,5
d) Cultures industrielles des entreprises non autochtones	3.329	1.231,1
Totaux . . . . .	1.377.121	5.653.890,6
Boisements . . . . .	61.000	

Parmi les cultures industrielles, le café et le coton sont les plus importantes et les plus rentables. Voici les chiffres des récoltes de 1960 :

Désignation des produits	Production en tonnes	Valeur en francs R.U.
Café arabica (marchand) . . . . .	2.286	559.113.000
Café robusta (marchand) . . . . .	389	5.160.000
Café graines . . . . .	9.483	71.309.300

**L'élevage.** — L'élevage posait d'autres problèmes liés à la vie sociale. Son importance économique était négligeable, car le bétail bovin n'était pas utilisé en boucherie; on en consommait le lait, caillé ou sous forme de beurre rance. Pourtant le cheptel est considérable. Le bétail appartient en grande partie aux Tutsi, quoique actuellement beaucoup de Hutu sont également propriétaires de bovins.

La peste bovine qui régnait à l'état endémique dévastait des régions entières.



D'autre part, une bonne vache laitière ne donne pas plus de deux litres de lait par jour. Il fallait donc améliorer les pâturages, supprimer la transhumance de saison sèche qui réduit le bétail à l'état de squelette, faire comprendre la nécessité d'abattre le bétail improductif et d'en consommer la viande.

Les chiffres une fois encore parlent en faveur des méthodes adoptées. A titre d'exemple, il a été procédé en 1960 à plus de 16 millions de dippages. Cette opération consiste à plonger le bétail dans un bain qui le débarrasse de ses parasites.

Cheptel :	
Bovidés . . . . .	1.100.000
Capridés . . . . .	1.850.000
Ovidés . . . . .	600.000
Suidés . . . . .	60.000
Pâturages (en ha) . . . . .	1.800.000
Equipement sanitaire et technique :	
Dispensaires vétérinaires . . . . .	67
Centres vétérinaires . . . . .	51
Kraals d'examen . . . . .	600
Dipping tanks . . . . .	319
Laboratoire vétérinaire fournissant les sérums et vaccins au Rwanda-Burundi et aux provinces du Kivu et du Katanga de la République du Congo . . . . .	1
Personnel sanitaire et technique :	
Médecins vétérinaires . . . . .	12
Fonctionnaires et agents techniciens . . . . .	59
Infirmiers et aide-techniciens . . . . .	498
Gardiens de dipping-tanks . . . . .	260

Quant aux produits de l'élevage, ce sont surtout les peaux qui rapportent :

Espèces animales	Poids total en kilogrammes	Peaux exportées vers	
		Belgique	Etranger
1. Bovidés . . . . .	485.284	102.187	383.097
2. Capridés . . . . .	136.220	50.069	86.151
3. Ovidés . . . . .	31.715	27	31.688

**La vie économique.** — L'économie du Rwanda et du Burundi est marquée par une nette prédominance de l'agriculture.

Malgré le rôle important que tient dans ce pays l'activité pastorale, le revenu de l'élevage est de loin inférieur à celui de l'agriculture. C'est la population autochtone qui assure la quasi-totalité de la production agricole, les terres occupées par les non-autochtones ne dépassant pas une superficie de 4.000 ha.

La primauté encore très nette de l'économie de subsistance se manifeste dans l'importance prépondérante de la production vivrière, dont la grande masse est consommée directement par le producteur, un faible reliquat seulement étant commercialisé. Le volume annuel global de cette production peut être évalué à 5.600.000 tonnes.

Le revenu monétaire principal de la population autochtone provient de ses cultures industrielles, spécialement le café et le coton. Il peut être estimé actuellement à environ 900.000.000 francs par an pour l'agriculture, 114.000.000 pour l'élevage et 28.000.000 pour la pêche.

Les ressortissants de toutes les nations jouissent de l'égalité de traitement dans le domaine économique.

Le gouvernement belge n'a pas de rôle direct dans la production économique du territoire. Son rôle est de faciliter le développement économique, de provoquer et de promouvoir l'essor du pays par des institutions scientifiques, des stations expérimentales, des fermes de sélection. L'intervention indirecte de l'Administration dans le développement économique et social du Territoire s'est surtout marquée par le plan décennal conçu en 1948-49 et mis en vigueur en 1952. Les réalisations sur le plan économique ont principalement pour but l'amélioration de l'infrastructure et la fourniture de l'énergie (la Régideso est le grand producteur et distributeur d'électricité).



Un système spécial d'organisation coopérative a été étudié et mis en vigueur après la dernière guerre pour permettre le développement économique et social des populations autochtones. On distingue des coopératives de consommateurs, de planteurs de café, d'artisans, de commerçants etc.

Parmi les services à caractère économique, il y a lieu de citer l'Office des cafés indigènes du R.U.O.C.I.R.U. et le Comptoir de vente du coton du Congo dont le rôle est de contrôler la qualité des produits et de mettre les producteurs autochtones à l'abri des fluctuations des cours mondiaux par un fonds d'égalisation.

Le Rwanda et le Burundi disposent chacun d'un budget propre. Le développement important donné aux dépenses du budget ordinaire dans les domaines de l'enseignement, du service médical, de l'action sociale, entraîne, depuis 1958, un déficit qui a dû être comblé par des interventions récupérables, sans intérêt, de la part de la Belgique et qui s'élèvent à près de 700 millions de francs pour les deux pays. Depuis 1950, la situation du budget extraordinaire présente le même caractère déficitaire dû en ordre principal à la mise en application du plan décennal.

Pour financer ce plan, la Belgique a avancé jusqu'ici, sans intérêt, quelque 4 milliards 200 millions de francs. Le déficit des budgets du Rwanda et du Burundi indépendants obligera certainement ces pays à rechercher une aide extérieure, malgré les efforts pour ramener les dépenses publiques à un niveau compatible avec leurs ressources propres. Ces pays seront aidés, dans une assez large mesure, par les apports du Fonds européen de développement créé dans le cadre de la C.E.E. et dont les premières subventions leur ont déjà été versées. De leur côté, les organismes spécialisés des Nations Unies : F.A.O., U.N.E.S.C.O., O.M.S., etc., ont établi des projets d'assistance en collaboration avec le gouvernement belge.

Le gouvernement belge n'a pas de rôle direct dans la production économique du territoire. Son rôle est de faciliter le développement économique de provinces et de promouvoir l'essor du pays par des institutions scientifiques, des stations expérimentales, des centres de sélection, l'intervention industrielle de l'Administration dans le développement économique et social du territoire et par son action dans le domaine de la planification économique. Le plan quinquennal 1954-1958 et le plan décennal 1959-1968 ont permis de réaliser des réalisations sur le plan économique qui ont été résumées dans le rapport de l'Administration de l'Infrastructure et de l'Industrie de l'électricité.

# Population économiquement active.

année 1960 (effectifs moyens).

Principales branches d'activité économique	Employeurs	Personnes à leur compte	Travailleurs salariés		Travailleurs familiaux non rémunérés	Totaux
			contrat de travail	contrat d'emploi		
Agriculture, Sylviculture, Chasse et pêche	997	342	22.709	73	404	24.525
Industries extractives	68	11	9.817	49	1	9.946
Industries manufacturières	194	2.237	6.048	155	203	8.837
Construction	122	218	11.360	100	1	11.801
Electricité, gaz, eau et services sanitaires	17	12	2.361	44	15	2.449
Commerce	2.606	2.975	10.358	510	555	17.004
Transports, entrepôts et communications	207	242	12.058	85	3	12.595
Services	172	191	19.497	2.009	0	21.869
Activités mal désignées	14	39	2.537	26	517	3.133
Totaux	4.397	6.267	96.745	3.051	1.699	112.159



**L'industrie.** — L'industrie est encore très peu développée dans le territoire. A l'inverse de ce qui se constate dans le secteur agricole, l'activité industrielle se trouve principalement entre les mains des non-autochtones.

Le développement industriel de l'intérieur du pays demeure lié aux possibilités de disposer d'énergie électrique à bon marché. Il n'existe pas de source de combustibles dans le territoire; ceux-ci sont importés. Dix centrales dont 4 hydroélectriques sont en fonction.

Les seuls biens dont la production est importante sont le café, le coton et les minerais. Ces produits subissent des transformations plus ou moins importantes. Les débouchés de ces produits sont extérieurs et leurs prix doivent s'aligner sur ceux pratiqués sur les marchés internationaux.

La politique envisagée par les pouvoirs publics en vue de la promotion du développement industriel du territoire a été exposée dans le plan décennal en exécution depuis 1952. Les mesures prévues à cette fin consistaient principalement en une stimulation indirecte, notamment sous forme de *programmes d'accroissement des productions agricoles* susceptibles de traitement industriel, ainsi que de développement de l'enseignement professionnel. Citons comme principales industries : d'abord les industries extractives (entreprises minières, carrières), puis les industries agricoles (traitement du café et du coton) et alimentaires, les industries textiles et les entreprises de construction (cimenteries, briqueteries).

**Le commerce.** — Le commerce est toujours régi par l'acte de Berlin du 26 février 1885, confirmé sur ce point par le traité de Saint-Germain-en-Laye du 10 septembre 1919 qui prévoit que le commerce de toutes les nations jouira d'une complète liberté dans tous les territoires constituant le bassin du Congo, ainsi que dans une zone se prolongeant à l'est de celui-ci jusqu'à l'océan Indien.

**Le commerce extérieur.** — Comme le Rwanda et le Burundi sont situés au cœur de l'Afrique, à une très grande distance par conséquent des ports de l'océan Indien ou de l'océan Atlantique, seuls des produits peu pondéreux et dont la valeur est susceptible de supporter le prix du transport, peuvent être exportés (produits finis ou semi-finis).

Principales exportations (chiffres moyens 1959-1960, en tonnes)	
Café marchand	25.000
Fibre de coton	3.000
Tourteaux de coton	3.200
Cassitérite et amblygonite	5.000
Huile de coton	1.200
Peaux	750
Graines de ricin	350

Les importations portent sur des produits de consommation et d'équipement. Il s'agit surtout de véhicules, carburants, machines, textiles, ciment, outillage, bois, vivres, cigarettes.

Le commerce d'importation et d'exportation est laissé à l'initiative privée. Le contrôle exercé par l'Administration sur le commerce de certains produits (café, coton, par exemple) a notamment pour objet d'obtenir la certitude que les produits destinés à l'exportation sont de bonne qualité. L'office d'Information et de relations publiques (O.I.R.P.) documente les intéressés sur tout ce qui concerne le commerce extérieur du Territoire.

L'Office belge du commerce extérieur possède un bureau à Usumbura dont le but est de promouvoir l'expansion commerciale, en recherchant des débouchés et en documentant et informant les commerçants et les producteurs locaux belges et étrangers sur les divers articles d'exportation et d'importation susceptibles de les intéresser. La plupart des produits d'exportation ou d'importation passent nécessairement par le port d'Usumbura. Il est important de signaler que la balance commerciale du Ruanda-Urundi a toujours été dépendante de la production du café et des cours mondiaux de ce produit.

Les mines viennent en deuxième position mais leur exploitation est freinée dans une certaine mesure par le contingentement de l'étain.

**Le commerce intérieur.** — Egalement dominé par la campagne de récolte du café, le commerce intérieur est presque entièrement entre les mains des autochtones, soit individuellement, soit par le truchement de coopératives d'achat et de vente.

Asiatiques, Indiens et Pakistanais, y jouent également un rôle non négligeable. Le commerce de détail s'occupe presque exclusivement de l'achat des produits de culture et de récolte aux producteurs autochtones ainsi que la vente de marchandises de consommation courante.

L'activité commerciale dans l'intérieur du pays est pratiquement concentrée dans les centres commerciaux et les centres commerciaux secondaires dénommés centres de négoce. Il existe un contrôle permanent des prix.

#### Nombre d'établissements commerciaux.

(Nationalité des propriétaires)

Européens	435
Asiatiques	479
Africains	4.831
Total	5.745

Il existe 55 centres commerciaux et 110 centres de négoce.



**Les réalisations sociales.** — Dès que les premières bases d'un aménagement du pays eurent été jetées, le progrès social a été développé, en vue d'assurer aux travailleurs de meilleures conditions de vie, non seulement dans les centres — qui sont d'ailleurs peu nombreux — mais aussi dans les campagnes, et spécialement afin d'améliorer la condition de la femme.

Les quelque 105.000 travailleurs du Rwanda et du Burundi bénéficient d'une législation concernant les engagements, les salaires, la prévoyance sociale (allocations familiales, assurance obligatoire contre les accidents de travail et maladies professionnelles), les conditions de travail, le droit de grève et le droit aux congés payés. En outre, chaque travailleur est affilié à la Caisse des Pensions. Au même titre que les cultivateurs, ils peuvent recevoir des prêts pour la construction d'habitations en matériaux durables. Le taux d'intérêt est négligeable et le remboursement s'échelonne sur plus de 10 ans.

Les syndicats de toutes tendances sont organisés. Leurs représentants siègent dans une série de commissions tripartites dont l'avis est obligatoirement requis pour toute modification à la législation sociale intéressant les travailleurs.

L'action sociale en faveur de la masse se heurte cependant à l'extrême dispersion de celle-ci.

Nous avons vu qu'il n'existe pas de villages au Rwanda et au Burundi, mais quelques localités importantes se sont développées au voisinage des postes administratifs, des nœuds de communication ou de certaines missions. Usumbura compte 45.000 habitants : les seules autres agglomérations importantes sont Astrida, Kitega et Kigali qui n'atteignent pas 5.000 habitants.

Cinq foyers sociaux couvrent par leur réseau de 88 ouvroirs toute l'étendue du territoire. En 1960, plus de 23.000 femmes y ont bénéficié d'une formation dans le domaine de l'économie domestique, de la couture, de la puériculture ainsi que de services divers. Il existe un centre social et éducatif à Usumbura et une école du service social fonctionne à Astrida. Cette école compte 104 élèves. A l'issue de leurs études, ces jeunes filles prendront la relève ou renforceront les effectifs actuels qui sont de 26 assistantes et 129 travailleuses sociales. Parmi les organisations non-gouvernementales de caractère social, c'est le Fonds du bien-être indigène (F.B.I.) qui occupe la première place. Cet organisme a pris en charge le financement de toute la partie du Plan Décennal relative à l'approvisionnement en eau des collectivités autochtones ainsi que d'autres travaux de nature sociale.

#### Intervention du F.B.I. en 1960.

Economie rurale	:	F. 7.152.741
Action médico-sociale	:	7.029.233
Enseignement	:	4.958.492
Equiperment en eau des collectivités indigènes	:	45.000.000

Il ne faut pas négliger non plus, parmi les réalisations sociales, le rôle des sports, de la presse, de la radio et du cinéma. Les sports, et spécialement le football, sont très populaires. On publie 21 journaux ou périodiques imprimés dans le territoire dont 16 en langue vernaculaire (près de 50 % de la population masculine savent lire). Les émissions des stations de radiodiffusion et les films rencontrent un grand succès.

L'effort en vue de démocratiser les institutions politiques a été accompli par le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1957, qui apportait essentiellement deux réformes importantes. D'une part, il étendait les pouvoirs votés aux autorités africaines notamment ceux des chefs de cantons et des chefs de districts. D'autre part, il institua des réserves parlementaires à l'administration belge. D'autre part, il institua auprès de chaque autorité africaine un conseil consultatif composé de membres de droit et de membres élus. Mais, tandis que le Rwanda se préparait calmement à la démocratie, le climat d'une compréhension sociale, au Rwanda le problème était différent. Le plus en plus, on a pu constater que les réformes politiques menées à l'extérieur, et en particulier l'indépendance, dans un cadre démocratique, et en préparation à l'indépendance.

La déclaration du Gouvernement belge du 10 novembre 1959, basée sur le rapport d'un groupe de travail annonçant une série de réformes politiques menant à l'indépendance interne des deux pays dans un cadre démocratique, et en préparation à l'indépendance.



### III. L'EVOLUTION POLITIQUE

**L'accord de tutelle.** — L'administration du Ruanda-Urundi, territoire sous tutelle internationale de l'Organisation des Nations-Unies, avait été confiée à la Belgique par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 13 décembre 1946.

Cet accord de tutelle, remplaçant celui du mandat que la Société des Nations avait confirmé au Roi des Belges le 31 août 1923, fut approuvé par la loi du 25 avril 1949.

Dès le début de sa mission, et parallèlement au progrès économique, social et culturel, la Belgique s'est efforcée de favoriser le progrès politique. Depuis 1917, date de l'occupation du Territoire par les troupes belges, elle a accompli au Ruanda-Urundi une mission désintéressée qui porte cette région désavantagée et isolée de l'Afrique Centrale au point d'évolution préconisé par l'article 76 de la charte de San Francisco; en effet, l'autorité de tutelle a « favorisé le progrès politique, économique et social des populations, ainsi que le développement de leur instruction, favorisé également leur évolution progressive vers la capacité de s'administrer eux-mêmes ou l'indépendance, compte tenu des circonstances particulières à chaque territoire et à ses populations ». D'importantes réformes administratives commencées au Burundi dès 1929, et un peu plus tard au Rwanda furent achevées vers 1935. Les nouvelles chefferies formaient désormais un tout homogène.

Un effort en vue de démocratiser les institutions politiques des pays a été accompli par le décret du 14 juillet 1952, qui apportait essentiellement deux réformes importantes. D'une part, il étendait les pouvoirs octroyés aux autorités africaines notamment ceux des Bami : ces pouvoirs allaient porter dorénavant sur un grand nombre de matières réservées jusqu'alors à l'administration belge. D'autre part, il instituait auprès de chaque autorité africaine un conseil consultatif, composé de membres de droit et de membres élus. Mais, tandis que le Burundi se préparait calmement à la démocratie dans le climat d'une compréhension sociale, au Ruanda le problème Hutu-Tutsi devenait de plus en plus aigu à tel point qu'en novembre 1959 des troubles éclatèrent.

La déclaration du Gouvernement belge du 10 novembre 1959 basée sur le rapport d'un groupe de travail annonçait une série de réformes politiques menant à l'autonomie interne des deux pays dans un cadre démocratique, et en préparation à l'indépendance.



Culture de la patate douce en terres marécageuses des vallées. (Astrida).



Hôpital pour indigènes « Prince Régent Charles » à Usumbura.





Une famille de Twa, fabricants de poterie, au Rwanda.



Le centre commercial d'Usumbura.

Conformément au décret intérimaire du 25 décembre 1959 des élections communales ont eu lieu au Rwanda (juin-juillet 1960) et au Burundi (novembre-décembre 1960); la victoire fut remportée respectivement par le Parmehutu (1) et le P.D.C. (2). Comme suite à ces élections, un gouvernement et un conseil provisoires furent mis en place au Rwanda, de même qu'un gouvernement et un conseil intérimaires au Burundi.

Le 20 décembre 1960, l'Assemblée générale des Nations-Unies adoptait les résolutions 1579 et 1580.

Elle estimait entre autres — c'est l'objet de la résolution 1579 — que les élections législatives, prévues par la déclaration gouvernementale pour le début de 1961, ne pouvaient se dérouler aussi longtemps :

Qu'une amnistie générale et inconditionnelle n'était pas intervenue;

Que les réfugiés n'avaient pas été réinstallés et réadaptés;

Qu'une conférence politique n'était pas parvenue à réaliser l'harmonie nationale.

La nouvelle du report des élections fut accueillie avec colère par la majorité des partis politiques qui au cours du colloque d'Ostende (9-20 janvier) se prononcèrent pour le maintien de la date primitivement fixée.

Nonobstant cette quasi-unanimité le gouvernement belge prit la décision de retarder les élections législatives afin de se conformer à la recommandation des Nations-Unies.

Après cette décision, le ministre de l'Intérieur du Rwanda convoqua le 28 janvier 1961 à Gitarama les bourgmestres et les conseillers communaux pour une réunion d'information.

Dès l'ouverture de cette réunion, les autorités autochtones appuyées par la grande masse de la population présente, firent décréter l'établissement de la République, l'élection d'une Assemblée législative, la formation d'un Gouvernement et l'adoption d'un projet de Constitution. Les autorités de Tutelle, pour ne pas devoir à s'opposer par la force à ce coup d'état, reconnurent *de facto* les autorités mises en place, mais non les institutions. Les autorités issues de ce renversement politique furent admises à exercer les pouvoirs d'autonomie conférés au gouvernement provisoire précédent.

Egalement dans la perspective d'un acheminement progressif des pays du Rwanda et du Burundi vers l'autonomie et l'indépendance, la décentralisation des compétences s'est opérée au profit des autorités des pays, par voie d'ordonnances législatives nombreuses. L'ordonnance législative de décentralisation n° 01/214 du 27 juin 1961, a récapitulé tous ces transferts de compétence, disposant que les matières visées sont d'intérêt régional et peuvent, à ce titre, être réglées par édit (de l'assemblée provisoire) dans la

(1) Parti du mouvement de l'émancipation hutu.

(2) Parti Démocrate Chrétien.



limite des lois et des conventions internationales. Les élections législatives eurent lieu sous la supervision des Nations-Unies le 18 septembre au Burundi et le 25 au Rwanda, où fut organisé simultanément le référendum sur l'institution monarchique.

Ces élections entraînèrent la mise en place d'institutions politiques définitives dans chacun des deux pays, point de départ de leur phase d'autonomie interne proprement dite, destinée à fonctionner jusqu'à l'accession des deux pays à l'indépendance.

Le Rwanda s'est choisi un régime républicain du type « présidentiel » avec, à sa tête, le Président G. Kayibanda assisté de 16 ministres. Une Assemblée élue au suffrage universel direct concourt à l'exercice du Pouvoir législatif. Elle compte 44 députés appartenant à trois partis, 34 Parmehutu, 8 Unar, et 2 Aprosoma.

Une Cour Suprême composée de 5 magistrats africains veillera au respect de la Constitution en même temps qu'elle exercera, mutatis mutandis, les attributions dévolues en Belgique à la Cour de Cassation et au Conseil d'Etat.

Le Burundi quant à lui, devient une monarchie constitutionnelle ayant à sa tête, le Mwami Mwambutsa. La loi fondamentale est très largement inspirée de notre Constitution. Le Mwami nomme et révoque ses ministres. Ses décisions sont prises en accord avec l'Assemblée législative composée de 62 députés dont 56 appartiennent à l'Uprona et 6 à trois partis d'opposition. Un conseil de la Couronne donne des avis au Mwami lorsque celui-ci en exprime le désir.

L'organisation du Pouvoir judiciaire est calquée sur celle existant en Belgique.

Aux fins de marquer officiellement et d'accentuer l'autonomie, des protocoles d'accord entre le Gouvernement belge et les Gouvernements du Rwanda d'une part, du Burundi d'autre part, ont été signés à Bruxelles le 21 décembre 1961. En vertu de ces protocoles, le ministre du Ruanda-Urundi reconnaît au Rwanda et au Burundi l'autonomie la plus complète compatible avec les responsabilités que continue à assumer la Belgique dans le cadre de l'accord de Tutelle. Jusqu'à l'accession du Rwanda et du Burundi à l'indépendance, la Belgique ne conservera plus, en propre, que les pouvoirs relatifs aux relations extérieures, à la défense de l'intégrité du territoire, à la supervision de la gestion financière et au respect de l'ordre public. Un protocole annexe détermine le sort des services communs existant au Ruanda-Urundi. Jusqu'à la proclamation de l'indépendance, la Belgique aura un Haut Représentant dans chacun des pays.

#### **L'Assassinat du Prince L. RWAGASORE.**

Le Premier Ministre du Gouvernement du Burundi fut le Prince Louis RWAGASORE, fils aîné du Mwami Mwambutsa, leader le plus en vue du parti de l'Uprona vainqueur des élections de septembre 1961.

Dans la soirée du 13 octobre 1961, le Premier Ministre et quelques-uns de ses collaborateurs achevaient de dîner dans un restaurant d'Usumbura lorsqu'il fut blessé à mort d'une balle de fusil tirée par un des occupants d'une voiture qui stationnait à proximité. Les assassins mirent à profit la confusion qui s'en suivit pour prendre la fuite. Immédiatement les autorités belges prirent toutes les dispositions pour retrouver leur trace. Les forces militaires belges stationnées dans le pays furent mobilisées et les hélicoptères dont elles disposaient survolèrent toutes les routes de la région. Ces mesures énergiques permirent l'arrestation dans les 3 jours des occupants de la voiture. Il s'agissait de trois ressortissants du Burundi, membres d'un parti d'opposition, le PDC, et d'un citoyen grec qui reconnut rapidement avoir, lui-même utilisé un fusil pour assassiner le Prince. L'instruction judiciaire fut menée très activement par le Parquet du Procureur du Roi. Elle aboutit à l'arrestation des deux principaux dirigeants du PDC, dont l'ancien ministre de l'intérieur du gouvernement précédent et, également, deux autres Grecs suspects d'avoir remis ou promis une forte somme d'argent à l'assassin.

Les tribunaux du Burundi furent saisis de l'affaire. A cette occasion, le gouvernement du Burundi fut invité à présenter des candidats africains pour être désignés comme assesseurs, les juges étant, de par la législation en vigueur et nos responsabilités dans le Territoire, des magistrats belges. Le Gouvernement du Burundi refusa de procéder à ces présentations, marquant sa préférence pour l'organisation d'un jury. Cette innovation dans l'organisation judiciaire ne put être acceptée par les autorités de Tutelle car elle entraînait la politisation d'une affaire judiciaire et aurait fait comparaître les prévenus devant une sorte de tribunal d'exception.

Le 2 avril 1962, le Tribunal de première instance du Burundi rendit son jugement. Trois des inculpés, le tueur grec et les deux principaux dirigeants du PDC furent condamnés à mort. Les autres prévenus étaient condamnés à des peines de servitude pénale.

Les condamnés firent appel de ce jugement.

Le 7 mai 1962 la Cour d'Appel du Ruanda-Urundi confirma la peine de mort du tueur grec et ramena les deux autres condamnations à 20 et 15 ans de servitude pénale. Les autres prévenus voyaient leurs peines confirmées à l'exception d'un autre Grec qui voyait la sienne portée de 12 à 20 ans de servitude pénale.

Au cours du mois d'octobre 1961 une commission de l'ONU s'était rendue au Burundi pour faire rapport sur cette affaire. Le document relatant ses activités a, notamment, mentionné qu'elle n'avait reçu aucune plainte concernant la régularité de la procédure suivie par les autorités judiciaires chargées de l'enquête.

#### **Les résolutions 1743 et 1744.**

L'Assemblée générale des Nations Unies se réunit en janvier et février 1962. Dans son ordre du jour figurait l'examen du rapport de la Commission des Nations Unies dépêchée dans le Territoire afin d'observer le déroulement des élections générales de septembre 1961.



Après d'interminables discussions, deux projets de résolution furent adoptés par l'Assemblée Générale le 23 février 1962.

La longueur des débats fut surtout causée par le désir de la majorité des délégations d'amener les représentants des deux pays du Rwanda et du Burundi à marquer leur accord sur la constitution d'un Etat unique du Ruanda-Urundi. Cet accord ne fut pas obtenu.

Dès lors, la résolution sur ce sujet a été rédigée en termes nuancés. Les Nations Unies estiment que l'association reste la meilleure formule d'avenir pour les deux pays et désirent qu'un effort soit tenté sans qu'il soit question d'imposer une solution.

Ce dernier effort a été confié à une nouvelle Commission de cinq membres qui était priée de réunir aussitôt que possible, à Addis-Abeba, une conférence avec les délégués des deux pays en vue de trouver une formule mutuellement acceptable pour la création d'une union politique, économique et administrative. Cette précision est essentielle car à défaut d'union politique, le gouvernement belge a également recommandé aux pays d'adopter certaines formes d'association administrative et économique afin de lui permettre d'accorder une assistance technique dans les meilleures conditions d'efficacité.

La Commission des Nations Unies a reçu également mandat de se rendre au Ruanda-Urundi afin de veiller, en pleine collaboration avec l'Autorité administrante et les gouvernements des pays, à la réalisation des objectifs suivants :

- reconciliation des différentes fractions politiques;
- retour et réinstallation des réfugiés;
- garantie de l'exercice des droits de l'homme et des libertés fondamentales;
- maintien de l'ordre;
- transfert de tous les pouvoirs d'autonomie interne aux deux gouvernements pour le 30 avril 1962;
- adoption des dispositions pour la formation et l'entraînement des forces nationales avec l'aide d'experts ou d'une mission d'instruction de l'ONU et retrait rapide des forces militaires et paramilitaires belges, retrait qui devra être terminé avant l'accession à l'indépendance, à l'exception du personnel dont le maintien, de l'avis de la Commission agissant en consultation avec les autorités du Ruanda-Urundi et l'Autorité administrante, s'avérera nécessaire comme mesure transitoire et sans préjudice des droits souverains du futur Ruanda-Urundi indépendant et sous réserve de ratification ultérieure par ce dernier.

Ce dernier paragraphe ainsi que celui qui prie la Commission de faire figurer dans son rapport des recommandations sur le calendrier établi pour le retrait de ce personnel éventuellement maintenu à titre transitoire sont interprétés par la Belgique comme n'excluant pas la possibilité que les troupes métropolitaines demeurent dans le Territoire après l'indépendance. Il est à relever dans ce contexte que les amendements soviétiques exigeant le départ de ces troupes quelle que soit la situation, ont été repoussés par plus de deux tiers des suffrages.

L'attention des Nations Unies avait d'ailleurs été attirée à plusieurs reprises au cours du débat par M. le Ministre P.-H. SPAAK sur le fait qu'il serait difficile pour la Belgique d'accorder l'assistance souhaitée par les deux gouvernements si notre pays n'était pas certain que la sécurité des ressortissants belges fut assurée.

Par ailleurs, les Nations Unies ne contestent pas aux deux gouvernements le droit de conclure des accords bilatéraux avec la Belgique dans le domaine militaire. La résolution 1743 va plus loin puisqu'elle charge la Commission de donner son avis sur la capacité des deux pays à assurer seuls le maintien de l'ordre.

Dans cet esprit, la délégation belge a déclaré à plusieurs reprises que la Belgique ne désirait pas maintenir des troupes plus longtemps que nécessaire et, qu'en tout état de cause, celles-ci ne resteraient pas après l'indépendance sans l'accord des gouvernements locaux.

Toujours dans le même esprit, la délégation belge s'est montrée d'accord pour faire avec la Commission une étude conjointe pour l'établissement d'un plan de formation des cadres et du personnel des forces locales et pour un échelonnement du départ des troupes belges en fonction des résultats obtenus dans la réalisation de ce plan.

Enfin la Commission était priée de présenter, avant le 1<sup>er</sup> juin 1962, un rapport concernant les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs ci-avant.

Sous réserve d'approbation par l'Assemblée Générale, réunie au début du mois de juin, après examen du rapport de la Commission, la date de l'indépendance du Ruanda-Urundi sera fixée au 1<sup>er</sup> juillet 1962.

Ajoutons que dans la même résolution, la loyauté de la politique de la Belgique dans le Territoire était reconnue et que la légitimité des institutions et des organes politiques des deux pays était admise sans réserves.

La résolution 1744 concernant le sort de l'ex-Mwami doit être interprétée comme un appel des Nations Unies pour trouver une solution au cas personnel de Kigeli. La délégation belge qui s'était abstenue au vote sur cette dernière résolution, tandis qu'elle votait en faveur de la première, avait pour but d'indiquer clairement que l'Autorité administrante considérait la question politique comme définitivement tranchée par le referendum mais qu'elle était prête à s'associer à une solution éventuelle du sort personnel de l'ex-Mwami.

**L'avenir.** — Les deux pays semblent acquis à l'idée qu'il leur faudra constituer des unions en matières monétaire, douanière et peut-être économique. Mais la création des organes de gestion et la répartition des revenus font l'objet de négociations. Nous citerons pour mémoire tout l'intérêt qu'ils auraient à conclure de semblables unions en matière de télécommunications, de services postaux, d'enseignement supérieur, etc.



L'Organisation des Nations-Unies estime, de son côté que le meilleur avenir du Rwanda-Burundi réside dans son accession à l'indépendance en tant qu'Etat unique, uni et composite. Mais les Assemblées législatives des deux pays ont écarté cette suggestion.

A la veille de l'indépendance, le Rwanda et le Burundi envisagent la possibilité d'être dans le concert des nations.

Tout a été mis en œuvre pour qu'ils soient, le moment venu, mis en mesure de siéger au sein des Nations-Unies et être représentés auprès des organismes spécialisés de l'O.N.U. Sur le plan économique, le Rwanda et le Burundi devront décider de leurs relations avec leurs voisins.

Quoi qu'il en soit, les deux pays, « riches seulement de leurs bras trop nombreux », sont dès à présent conscients du grand principe de la coopération internationale.

## DEVELOPPEMENT DU RWANDA ET DU BURUNDI

(Suite de la page 2 de la couverture.)

*Il n'est nullement tenté, par cette méthode, de porter atteinte au principe de l'indépendance. Mais les experts affirment qu'aucune vie nationale prospère, aucune possibilité d'expansion, et peut-être même aucune indépendance, finalement, n'est possible pour de trop petites unités nationales. Tout ce qui sera fait dans le sens de la Communauté d'intérêt portera profit aux deux pays.*

*C'est dire que dans ce domaine, c'est un conseil politique qui est présenté aux Etats par les experts.*

\*\*\*

*Dans la deuxième méthode fondamentale — organiser la structure gouvernementale en fonction des impératifs du Plan — c'est un conseil en organisation qui est proposé.*

*Il est clair que l'impératif majeur des deux Etats est le développement : le rapport le démontre. Il est donc clair que toute la structure du Gouvernement doit être axée sur le développement : les ministères, l'administration, la fonction publique, l'organisation régionale et communale.*

*Les structures « classiques » d'administration, trop souvent copiées sur celles de pays fondamentalement différents, doivent être originales et parfaitement adaptées aux situations.*

*Le ministre du Plan et du Développement doit être véritablement l'animateur général de ce développement et son action doit s'étendre jusqu'aux animateurs ruraux, c'est-à-dire jusqu'aux colines, jusqu'aux ingos familiaux.*

*Son action doit être globale, car le développement est un phénomène global mettant en jeu et de façon concomitante, l'éducation, la santé, l'organisation de la vie rurale, les techniques agricoles, l'action coopérative, l'élevage, etc. C'est la loi du développement global. Une organisation précise a été proposée permettant d'appliquer ces préceptes fondamentaux.*

\*\*

*Enfin, dans la troisième méthode fondamentale — mobiliser les forces vives de la Nation en faveur du Plan — c'est un conseil en action psychosociologique qui est proposé aux Gouvernements. Le Plan est établi pour les hommes, les femmes et les enfants. Il ne pourra être exécuté que si chacun s'y consacre avec enthousiasme.*



Si les deux premières méthodes étaient seulement suivies, sans la troisième, aucun résultat sérieux ne pourrait être atteint. Il faut que toutes les élites, — politiques, administratives, économiques, sociales et spirituelles, — soient intimement persuadées de la nécessité d'œuvrer dans le sens du Plan, pour que ce Plan réussisse. Et il faut que chacun agisse à la place qui lui est assignée; c'est ainsi qu'un phénomène de multiplication des efforts doit apporter sa synthèse à la division du travail; c'est ainsi que le Rwanda et le Burundi poursuivront leur marche vers le progrès.

Cette conclusion traduirait incomplètement le sentiment des experts si l'on n'y ajoutait pas une remarque formulée par eux à plusieurs reprises :

Si le Rwanda et le Burundi acceptent d'appliquer systématiquement le Plan qui leur est proposé, — et qu'il faudra chaque année contrôler, adapter, améliorer, — ils peuvent autant et peut-être même plus que n'importe quel autre pays de cette immense Afrique Centrale, réussir. Ils peuvent constituer, ainsi que nous l'avons déjà dit, un pays de montagnards solides, actifs, intelligents, un pays prospère, un pays modèle pour l'Afrique sur le plan du progrès humain, de la sagesse politique et du dynamisme économique.



UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

NEW YORK

CABLE ADDRESS • UNATIONS NEWYORK • ADRESSE TELEGRAPHIQUE

FILE NO.:

1 March 1963

*Handwritten initials and number 53*

To: Mr. Robert K. A. Gardiner  
Officer-in-Charge, ONUC

From: J. Rolz-Bennett  
Deputy Chef de Cabinet

Subject: Recent incident at Kamembe

1. I am transmitting for your information copies of messages exchanged between the Secretary-General and the President of Rwanda on this subject.

2. The incident seems therefore to be happily closed.

*Handwritten signature*



*Roland M.*

Le 1er mars 1963

Monsieur l'Ambassadeur,

Le Secrétaire général m'a chargé d'accuser réception de votre lettre MP/374 datée du 27 février 1963 et de vous prier de bien vouloir transmettre à Son Excellence le Président de la République Rwandaise ses remerciements sincères pour la compréhension et la coopération dont le Président a fait preuve en ce qui concerne l'incident de Kanembe.

Je vous prie d'agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Le Chef de Cabinet adjoint

José Rolz-Bennett

Son Excellence  
Monsieur Martin Uzamugura  
Représentant permanent du Rwanda  
auprès des Nations Unies  
211 East 53rd Street  
New York 22, New York





REPUBLIQUE RWANDAISE  
MISSION PERMANENTE AUPRES DES NATIONS UNIES  
211 EAST 53RD STREET  
NEW YORK 22, N. Y.  
PLAZA 2-1670

MP/374

le 27 février 1963

Monsieur le Secrétaire général,

En réponse à votre message du 22, reçu à la mission et envoyé au destinataire le 25 courant, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-après la réponse du Président de la République Rwandaise : "S.E. MR PRESIDENT GREGOIRE KAYIBANDA ACCEPTE VOLONTIER COMME IL LES A TOUJOURS ACCEPTE LES EXCUSES DU SECRETAIRE GENERAL U TANT RELATIVES AUX INCIDENTS PERPETRES DE KAMENGE STOP E INFORME DE CE QU'IL A TOUJOURS FAIT TOUT SON POSSIBLE POUR FACILITER L OPERATION DE L ONU AU CONGO STOP LUI SIGNALA QUE ARMES ONT ETE RENDUES SANS RETARD SUR INSTRUCTION DE KIGALI STOP LUI DEMANDE DE TOUJOURS COMPTER SUR SA COLLABORATION DANS LE RESPECT DE LA SOUVERAINETE ET INTEGRITE TERRITORIALE FULLSTOP TRES HAUTE CONSIDERATION".

Avec l'expression de mon profond estime, veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma très haute considération.

Martin Uzamugura  
Ambassadeur  
Représentant Permanent du Rwanda  
auprès des Nations Unies

M. le Secrétaire général  
United Nations  
New York

cc. Bagabaza



le 22 février 1963

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir transmettre par télégramme à Son Excellence le Président de la République rwandaise le message ci-après du Secrétaire général:

"Monsieur le Président,

J'ai appris par le fonctionnaire chargé de l'Opération des Nations Unies au Congo qu'un détachement de la police nigérienne qui se rendait par avion à Bukavu, a lors d'une escale au Rwanda, exhibé ses armes, lesquelles ont alors été confisquées par la Garde nationale rwandaise.

Je vous prie de bien vouloir accepter mes excuses les plus sincères pour ce manquement regrettable aux procédures qui ont été convenues avec votre Gouvernement. L'incident résulte de ce que, par inadvertance, le détachement en question n'avait pas, avant de quitter Léopoldville, été informé qu'il ferait escale au Rwanda. Des ordres stricts ont été donnés pour éviter que cela ne se reproduise.

J'ose espérer que l'incident ne troublera pas les bonnes relations entre les autorités rwandaises et l'Opération des Nations Unies au Congo, et que les autorités rwandaises feront un geste de bonne volonté en restituant les fusils confisqués.

Très haute considération.

U Thant  
Secrétaire général"



Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma  
très haute considération.

Ralph J. Bunche  
Sous-Secrétaire

Son Excellence  
Monsieur Martin Uzamugura  
Ambassadeur  
Représentant Permanent du Rwanda  
auprès des Nations Unies  
211 East 53rd Street, Apt. 8D  
New York 22, N.Y.



GVT/63/63

Le 27 janvier 1963

BUKAVU

Message reçu par la Radio de Bukavu.

"LES REFUGIES RUANDAIS NORD KIVU.

"NOUS PROTESTONS ENERGIQUEMENT CONTRE MESURES MEURTRIÈRES PRISES PAR GOUVERNEMENT PARMEHUTU (?) A L'EGARD DES REFUGIES REINTEGRANT LE PAYS. EFFECTIVEMENT NOMBREUX REFUGIES REpondant A L'APPEL DU PRESIDENT KAYIBANDA ONT DEJA REGAGNE LE PAYS MAIS NE SONT RECUS QUE POUR ETRE MIS EN PRISON ET Y SUBIR DES SEVICES LES PLUS ATROCES. C'EST AINSI QU'EN DATE DU 9 JANVIER 1963, 14 DE NOS REFUGIES ONT ETE EXECUTES A RUHENGARI PAR LE MEME GOUVERNEMENT QUI LES A APPELES ET GARANTI LA SECURITE DE LEUR VIE ET QUE BEAUCOUP D'AUTRES QUI MOISSSENT EN PRISON ATTENDENT DE MOURIR DE LA MEME FACON QUE LES PREMIERS. NOUS DEMANDONS AVEC INSISTANCE QUE LES BONNES VOLONTES DU MONDE INTERVIENNENT DE QUELQUE FACON QUE CE SOIT AFIN QUE CESSENT LES ABUS <sup>QUI</sup> SE COMMETTENT ET METTENT EN JEU LES VIES HUMAINES SANS AUCUNE FORME DE PROCES."



RECEIVED  
C. 112  
1984-11-29 03:54  
f 866 kigali 84/81 29 1055 =

off - etat - gardiner charge de la mission onuc leo

no 153129/60.20 ai reçu votre telegramme no 155/84 stop  
tiens a confirmer volonte gouvernement rwandais pour cooperation  
a la reussite des buts des nations unies mais aussi a lever tous  
obstacles handi capant cette reussite stop le gouvernement rwandais  
vient d ailleurs d autoriser passage des forces malaises a la  
date du trente courant toujours volonte cooperation internationale  
stop mais ne pouvons tolerer manoeuvres hyprocrites incrimines  
dans notre telegramme precedent fullstop =

president gr kayibanda.-

✚

onuc leo

bcr leo 94

o

(C1)

Ref  
3/12

ACTION	
CIVILIAN	MILITARY
<del>oic</del>	



YC189 F NY 424/385 29 2145Z ;

ETAT

OMNIPRESS

USUMBURA ;

487 LAURENTIE FROM BUNCHE. REFERENCE TELEGRAM OF 24 DECEMBER FROM PRESIDENT KAYIBANDA TO ROBERT GARDINER, OF WHICH YOU RECEIVED A COPY, FOLLOWING FOR YOUR INFORMATION IS TEXT OF GARDINER'S REPLY OF 28 DECEMBER: QUOTE ME REFERANT DE NOUVEAU A MON TELEGRAMME DU 27 ;

P2/56/50 ;

DECEMBRE, J'AI RECU MAINTENANT UN RAPPORT CONCERNANT LES INCIDENTS QUI ONT MOTIVE VOTRE PROTESTATION. JE CROIS COMPRENDRE QU'A CETTE OCCASION VOTRE GOUVERNEMENT AVAIT PERMIS LE MOUVEMENT DES TROUPES DE L'ONU A TRAVERS VOTRE TERRITOIRE ET QUE VOTRE PLAINTA A TRAIT A LA CONDUITE DE CES TROUPES. JE ;

P3/56/50 ;

SUIS DONC PERSUADE QU'IL N'EST PAS QUESTION DU MANQUEMENT A LA PROMESSE QUE M. GAVIOLA VOUS AVAIT FAITE EN MON NOM AU DEBUT DU MOIS, AUX TERMES DE AQUELLE LES TROUPES DE L'ONU NE DEVAIENT PAS PENETRER DE NOUVEAU DANS VOTRE TERRITOIRE SANS



VOTRE AUTORISATION EXPRESSE. EN CE ;

P4/60/50 ;

QUI CONCERNE M. GAVIOLA, JE DOIS FAIRE OBSERVER QU'EN TANT QUE REPRESENTANT DE L'ONUC POUR LES QUESTIONS CIVILES, IL N'EST PAS RESPONSABLE DE LA DISCIPLINE DES TROUPES DE L'ONUC MAIS NE PEUT QUE DONNER DES AVIS AUX MILITAIRES ET LEUR COMMUNIQUER LES PLAINTES. POUR L'AFFAIRE QUE VOUS ;

P5/55/51 ;

MENTIONNEZ, IL ETAIT PRESENT A KAMEMBE ET A RECU LA PLAINTTE DU LIEUTENANT PERPETE, DELLA GURDE NATIONALE DU RWANDA. IL LUI A PRESENTE DES EXCUSES ET, EN SA PRESENCE, A RAPPELE A L'OFFICER DE L'ONUC QUE SES TROUPES NE DEVAIENT PAS MONTRER LEURS ARMES. ;

P6/60/50 ;

PLUS TARD, IL A PORTE LA QUESTION A L'ATTENTION DU COMMANDANT DE L'ONUC. NEANMOINS, JE DOIS SOULIGNER QUE, SELON LES RENSEIGNEMENTS QUE J'AI RECUEILLIS, LES TROUPES DE L'ONUC N'ONT JAMAIS MENACE DE TIRER SUR LES FORCES RWANDAISES MAIS ONT ETE SIMPLEMENT INCONSIDEREES, EN MONTRANT ;

P7/58/50 ;

LEURS ARMES. J'AI TOUTEFOIS DEMANDE AU COMMANDANT DE LA FORCE D'OUVRIR IMMEDIATEMENT UNE ENQUETE DETAILLEE ET DE PRENDRE LES MESURES NECESSAIRES. ENTRE-TEMPS, PERMETTEZ-MOI DE VOUS DIRE COMBIEN JE SUIS NAVRE QUE VOUS AYEZ EU A FAIRE CETTE PROTESTATION. JE TIENS A REITERER MES SINCERES REGRETS ET ;

P8/29 ;

A VOUS ASSURER QUE NOUS PRENDRONS TOUTES LES DISPOSITIONS POSSIBLES POUR EMPECHER LA REPETITION DE PAREILS INCIDENTS. ROBERT GARDINER, CHARGE DE LA MISSION, ONUC. UNQUOTE "



UNITED NATIONS — NATIONS UNIES

INDICATE  
PRECEDENCE

L T F	S V C Service	FFFFF Routine	SSSSS Priority	X	PRIORITE NATIONS
-------	------------------	------------------	-------------------	---	---------------------

Priorité Nations traffic  
is strictly limited.

N R

OUTGOING CODE

Address es) ONUC

BUKAVU

(TEXT & SIGNATURE)

insert prefix &/ or number as required

USE DOUBLE SPACING.

BU-343 GAVIOLA FROM GARDINER

REFERENCE YOUR BUKA 222 AND 221 AND MY BU-341 PLEASE TRANSMIT  
FOLLOWING MESSAGE TO M. GREGOIRE KAYIBANDA, PRESIDENT OF RUANDA.  
Quote ME REFERANT DE NOUVEAU A MON TELEGRAMME DU 27 DECEMBRE, J'AI RECU  
MAINTENANT UN RAPPORT CONCERNANT LES INCIDENTS QUI ONT MOTIVE VOTRE  
PROTESTATION. JE CROIS COMPRENDRE QU'A CETTE OCCASION VOTRE GOUVERNEMENT  
AVAIT PERMIS LE MOUVEMENT DES TROUPES DE L'ONU A TRAVERS VOTRE TERRITOIRE  
ET QUE VOTRE PLAINTE A TRAIT A LA CONDUITE DES TROUPES. JE SUIS DONC PERSUADE  
QU'IL N'EST PAS QUESTION D'UN MANQUEMENT A LA PROMESSE QUE M. GAVIOLA VOUS  
AVAIT FAITE EN MON NOM AU DEBUT DU MOIS, AUX TERMES DE LAQUELLE LES TROUPES  
DE L'ONU NE DEVAIENT PAS PENETRER DE NOUVEAU DANS VOTRE TERRITOIRE SANS VOTRE  
AUTORISATION EXPRESSE. EN CE QUI CONCERNE M. GAVIOLA, JE DOIS FAIRE OBSERVER  
QU'EN TANT QUE REPRESENTANT DE L'ONUC POUR LES QUESTIONS CIVILES, IL N'EST  
PAS RESPONSABLE DE LA DISCIPLINE DES TROUPES DE L'ONUC MAIS NE PEUT QUE DONNER  
DES AVIS AUX MILITAIRES ET LEUR COMMUNIQUER LES PLAINTES. POUR L'AFFAIRE QUE  
VOUS MENTIONNEZ, IL ETAIT PRESENT A KEMEMBE ET A RECU LA PLAINTE DU LIEUTENANT  
PERPETE, DE LA GARDE NATIONALE DU RUANDA. IL LUI A PRESENTE DES EXCUSES ET,  
EN SA PRESENCE, A RAPPELE A L'OFFICIER DE L'ONUC QUE SES TROUPES NE DEVAIENT  
PAS MONTRER LEURS ARMES. PLUS TARD, IL A PORTE LA QUESTION A L'ATTENTION DU  
COMMANDANT DE L'ONUC. NEANMOINS, JE DOIS SOULIGNER QUE, SELON LES  
RENSEIGNEMENTS QUE J'AI RECUEILLIS, LES TROUPES DE L'ONUC N'ONT JAMAIS MENACE

AG/mm

T. O. R.

BY :

Drafted by : A.C. Gilpin

Authorized : R.K. Gardiner

Date : 28.12.62

T. O. D.



INDICATE  
PRECEDENCE

L T F	S V C Service	FFFFF Routine	SSSSS Priority	PRIORITE NATIONS
-------	------------------	------------------	-------------------	---------------------

Priorité Nations traffic  
is strictly limited.

N R

Address es)

(TEXT & SIGNATURE)

insert prefix &/ or number as required

USE DOUBLE SPACING.

- 2 -

DE TIRER SUR LES FORCES RUANDAISES MAIS ONT ETE SIMPLEMENT INCONSIDEREES  
EN MONTRANT LEURS ARMES. J'AI TOUTEFOIS DEMANDE AU COMMANDANT DE LA FORCE  
D'OUVRIR IMMEDIATEMENT UNE ENQUETE DETAILLEE ET DE PRENDRE LES MESURES  
NECESSAIRES. ENTRETEMPS, PERMETTEZ-MOI DE VOUS DIRE COMBIEN JE SUIS  
NAVRE QUE VOUS AYEZ EU A FAIRE CETTE PROTESTATION. JE TIENS A REITERER  
MES SINCERES REGRETS ET A VOUS ASSURER QUE NOUS PRENDRONS TOUTES LES  
DISPOSITIONS POSSIBLES POUR EMPECHER LA REPETITION DE PAREILS INCIDENTS.  
ROBERT GARDINER, CHARGE DE LA MISSION, ONUC. Unquote.

2,500 x 200 — Imp. Plateau 11267

T. O. R.  
T. O. D.

BY :

Drafted by :  
Authorized :  
Date :



For translation in French

*cc. Force Commander*

C A B L E

To: President Rwanda Gregoire Kayibanda.

With further reference to my telegram of 27 December I have now received a report regarding the incidents prompting your protest. It is my understanding that on this occasion your Government had given its permission for the movement of UN troops through your territory and that your complaint refers to the conduct of the troops. I am therefore satisfied that there is no question of a breach of the assurance which Mr. Gaviola conveyed to you on my behalf earlier this month that UN troops would not again enter your territory without your express agreement.

With regard to ~~your request for the withdrawal of Mr. Gaviola~~, I should explain that as chief ONUC Civilian Officer he is not responsible for discipline of ONUC troops, but can only advise military and transmit complaints to them. On the occasion to which you refer he was present at Kamembe and received the complaint of Lieutenant Perpete of the Rwanda National Guard. He apologized to Lieutenant Perpete and in ~~this~~ presence called the attention of the ONUC officer to the fact that his troops should not show their arms. Later he brought the matter to the attention of the ONUC commander. I should emphasize, however, that according to my ~~present~~ information, ONUC troops at no time threatened to fire on Rwandese forces but were merely careless in showing their arms. I have ~~however~~ <sup>nevertheless</sup> asked the Force Commander to institute a full enquiry immediately and take necessary measures. In the meantime may I say how deeply distressed I am that you should have had occasion to make this protest. I wish to re-iterate my sincere regrets and assure you that we will take every possible action to prevent a recurrence of such incidents.

Robert Gardiner



For translation in French

DRAFT - Cable

Clearance: Force Commander

To: President Rwanda Gregoire Kayibanda.

With further reference <sup>to</sup> my telegram of 27 December I have now received a report regarding the incidents prompting your ~~prejudice~~ *protest*. It is my understanding that on this occasion your Government had given its permission for the movement of UN troops through your territory and that your complaint refers to the conduct of the troops. <sup>I am</sup> ~~There~~ *satisfied that there is* is therefore <sup>on my behalf</sup> no question of a breach of the assurance which Mr. Gaviola conveyed to you <sup>at the same time,</sup> earlier this month that UN troops would not again enter your territory without your express agreement. I am deeply distressed by your report <sup>of</sup> the misbehaviour of UN troops at Shangugu and have asked the Force Commander to institute <sup>an enquiry immediately</sup> ~~severe disciplinary~~ *and take* <sup>necessary</sup> measures <sup>(X)</sup> ~~whenever this proves justified~~. May I assure you that ~~we~~ will take every possible action to prevent the recurrence of any such incidents and at the same time reiterate my sincere regrets.

*Robert Gardiner  
Min in Charge ONUC*

Copy of above to be cabled to Mr. Bunche  
~~and Mr. Gaviola.~~

*(see attached  
draft)*

cc: Force Commander



~~DRAFT~~

Secret

G-1954

Bunche from Gardiner

Further my G-1947 Gaviola replied as follows  
quote ..... (Buka 222) .....  
unquote After consultation with Force Commander I replied  
President Rwanda as follows quote (Bw-340) .....  
unquote. Reur 9126 may I suggest we send copy of my above  
message to President <sup>st</sup>Tanganyika and to other recipients of  
copies Kayibandas cable ~~the~~.

cc: Force Commander

Secret  
Gaviola from Gardiner  
Thank you BUKA 222. Have added  
President Rwanda as follows quote — unquote



UNITED NATIONS — NATIONS UNIES

INDICATE  
PRECEDENCE

L T F	S V C Service	FFFFF Routine	SSSSS Priority	PRIORITE NATIONS
-------	------------------	------------------	-------------------	---------------------

Priorité Nations traffic  
is strictly limited.

N R

PRIORITY

Address es)

ONUC BUKAVU  
28.12.62

(TEXT & SIGNATURE)

insert prefix &/or number as required

USE DOUBLE SPACING.

BU-340

GAVIOLA FROM GARDINER

REF YOUR BUKA 222.

PLEASE TRANSMIT FOLLOWING MESSAGE TO M. GREGOIRE KAYIBANDA, PRESIDENT  
OF RUANDA. QUOTE. ME REFERANT DE NOUVEAU A MON TELEGRAMME DU

27 DECEMBRE, J'AI RECU MAINTENANT UN RAPPORT CONCERNANT LES INCIDENTS  
QUI ONT MOTIVE VOTRE PROTESTATION. JE CROIS COMPRENDRE QU'A CETTE  
OCCASION VOTRE GOUVERNEMENT AVAIT PERMIS LE MOUVEMENT DES TROUPES  
DE L'ONU A TRAVERS VOTRE TERRITOIRE ET QUE VOTRE PLAINTTE A TRAIT  
A LA CONDUITE DES TROUPES. JE SUIS DONC PERSUADE QU'IL N'EST PAS  
QUESTION D'UN MANQUEMENT A LA PROMESSE QUE M. GAVIOLA VOUS AVAIT  
FAITE EN MON NOM AU DEBUT DU MOIS, AUX TERMES DE LAQUELLE LES TROUPES  
DE L'ONU NE PENETRERAIENT PAS DE NOUVEAU DANS VOTRE TERRITOIRE SANS  
VOTRE AUTORISATION EXPRESSE. PAR AILLEURS, JE SUIS PROFONDEMENT CHA-  
GRINE DE LA MAUVAISE CONDUITE QUE VOUS SIGNALEZ CHEZ LES TROUPES  
DE L'ONU A SHANGUGU, ET J'AI DEMANDE AU COMMANDANT DE LA FORCE  
D'OUVRIR IMMEDIATEMENT UNE ENQUETE ET DE PRENDRE LES MESURES QUI  
S'IMPOSENT. JE PUIS VOUS ASSURER QUE NOUS PRENDRONS TOUTES LES  
DISPOSITIONS POSSIBLES POUR PREVENIR LA REPETITION DE PAREILS INCIDENTS  
ET JE VOUS REITERE PAR LA MEME OCCASION MES SINCERES REGRETS. UNQUOTE.

gg

T. O. R.

T. O. D.

BY :

Drafted by :

Authorized : R. Gardiner

Date : 28.12.62



## UNITED NATIONS — NATIONS UNIES

INDICATE  
PRIORITY

L T F	S V C Service	F F F F F Routine	S S S S S Priority	X	P R I O R I T E N A T I O N S
-------	------------------	----------------------	-----------------------	---	----------------------------------

Priorité Nations traffic  
is strictly limited.

N R

CLEAR CABLE

1962 DEC 27 PM 3:50

(Address es)

ONUC BUKAVU

O.N.U.C.

(TEXT &amp; SIGNATURE)

insert prefix &amp;/or number as required

USE DOUBLE SPACING.

BU-338

GAVIOLA FROM GARDINER

PLEASE TRANSMIT FOLLOWING IMMEDIATELY TO PRESIDENT OF RWANDA

QUOTE

PRESIDENT RUANDA GREGOIRE KAYIBANDA, KIGALI, RUANDA.

SUIS TRES TROUBLE PAR VOTRE MESSAGE. AI IMMEDIATEMENT OUVERT UNE  
ENQUETE AU SUJET DE VOS PLAINTES. ENTRETEMPS, TIENS A EXPRIMER MON  
PROFOND REGRET QUE VOUS AYEZ EU A FORMULER CES PLAINTES, COMPTE TENU  
PARTICULIEREMENT DE VOTRE GENEREUSE COOPERATION QUI A PERMIS LE  
PASSAGE DES TROUPES DES NATIONS UNIES A TRAVERS VOTRE TERRITOIRE.  
ROBERT GARDINER, CHARGE DE LA MISSION, ONUC .

UNQUOTE

C. 81471

T. O. R.

BY:

Drafted by :

A. Gilpin

T. O. D.

Authorized :

R. Gardiner

Date :

27 December 1962



OUTGOING CODE

PRIORITY

To: Mr. Gaviola, Bukavu

From: Gardiner

Date: 26 December 1962

No: CIV-BU/263

*He*  
*26 10102*

Have received following message from President Kayibanda of Rwanda  
quote Gouvernement Rwandais proteste contre manoeuvres Monsieur Gaviola  
responsable groupe militaire ONU Bukavu stop manoeuvres Gaviola faites de  
mensonge et d'hypocrisie stop desservent but fondamental des Nations Unies  
en troublant la tranquillité publique au w.. Rwanda lors du passage des troupes  
ONU en relevé stop gouvernement Rwandais dans volonté arrêtée de contribuer  
à la réussite des buts des Nations Unies stop accorde passage sur notre  
territoire à troupes ONU stop question de facilités matérielles stop mais ne  
pouvons accepter que troupes ONU se promenant armées et menaçant de tirer sur  
les forces Rwandaises de l'ordre à Shangugu sur sol Rwandais stop gouvernement  
Rwandais demande en conséquence retrait immédiat Monsieur Gaviola du poste ~~des~~  
troupes ONU Kivu stop sinon Rwanda se verra obligé de porter la question Gaviola  
et troupes ONU Congo à l'examen Conseil de Sécurité unquote. Grateful you  
comment urgently especially regarding behaviour ONUC troops at Shangugu  
which appears to be principal ground Rwandese complaint.



C1

RECEIVED  
O.N.U.C.

*Cia*

onuc Leo

bcr Leo 94

1962 DEC 24 16:09

S.R.S.G.	C.C.O.	I.L.O.
DIV.OPS.	O.P.I.	UNESCO
D.A.O.	PUB. WK.	MAILOPS.
D.F.A.	I.C.A.O.	P.X.
D.P.O.	W.H.O.	F.A.O.
D.F.O.	ACC & TR	I.T.U.
D.PROC.	LANGSER	W.M.O.
D.G.S.	FOODREL	WELFARE
MILITARY RECIPIENTS: M		

CIV - 263

etatpriorite =

a monsieur gardiner chef des militaires onu au congo leopoldville =

ss 729 kigali 2221/217 24 1000=

no 151024/60.20 " gouvernement rwandais proteste contre manoeuvres monsieur caviola responsable groupe militaire onu bukavu stop manoeuvres caviola faites de mensonge et d hypocrisie stop desservent but fondamental des nations unies en troublant la tranquillite publique au w.. rwanda lors du passage des troupes onu en releve stop gouvernement rwandais dans volonte arretee de contribuer a la reussite des buts des nations unies stop accorde passage sur notre territoire a troupes onu stop question de facilites materielles stop mais ne pouvons accepter que troupes onu se promenant armes et menacant de tirer sur les forces rwandaises de l ordre a shangugu sur sol rwandais stop gouvernement rwandais demande en consequence retrait immediat monsieur caviola du poste troupes onu kivu stop sinon rwanda se verra oblige de porter la question caviola et troupes onu congo a l examen conseil de securite " stop envoyons copie pour information u thant secretaire general des nations unies a newyork stop leo mba president en exercice de l uam a libreville stop dr julius nyerer president republique du tanganyika a daressalaam stop joseph kasavubu president de la republique du congo a leopoldville stop general de gaule president republique francaise a paris stop laurentie representant assistance technique onu rwanda burundi kigali stop fin citation fullstop =

president rwanda gregoire kayibanda.-



## UNITED NATIONS — NATIONS UNIES

INDICATE  
PRECEDENCE

L T F

S V C  
ServiceFFFFF  
RoutineSSSSS  
PriorityPRIORITE  
NATIONS

X

Priorité Nations traffic  
is strictly limited.

N R

OUTGOING CLEAR

Address es) ONUC

BUKAVU

(TEXT &amp; SIGNATURE)

insert prefix &amp;/ or number as required

USE DOUBLE SPACING.

BU-322 GAVIOLA FROM GARDINER

PLEASE TRANSMIT THE FOLLOWING TO THE PRESIDENT OF RUANDA AND  
APOLOGISE ORALLY TO HIM ON MY BEHALF:

Quote MONSIEUR LE PRESIDENT, J'AI L'HONNEUR DE PORTER A VOTRE  
CONNAISSANCE QUE LE SECRETAIRE GENERAL M'A DEMANDE DE ME METTRE DE  
NOUVEAU EN RAPPORT AVEC VOUS EN VUE DE L'ASSISTANCE QUE VOTRE GOUVERNEMENT  
A FOURNIE SI VOLONTIERS DANS LE PASSE AUX OPERATIONS DE L'ONUC, CONFORMEMENT  
AUX RESOLUTIONS DU CONSEIL DE SECURITE ET DE L'ASSEMBLEE GENERALE, POUR  
PERMETTRE A NOS TROUPES DE TRAVERSER LE TERRITOIRE DE VOTRE PAYS. LE  
CONTINGENT MALAIS DOIT MAINTENANT OPERER SA ROTATION. NOUS <sup>condition</sup> ~~CONTIONS~~ LE  
FAIRE TRANSITER VOTRE PAYS DU HUIT DECEMBRE AU DOUZE DECEMBRE ET LE  
SECRETAIRE GENERAL ESPERE SINCEREMENT QUE VOUS LUI PERMETTREZ DE TRAVERSER  
VOTRE TERRITOIRE ET QUE VOUS LUI ACCORDEREZ TOUTE L'AIDE NECESSAIRE PENDANT  
SON VOYAGE A TRAVERS LE RUANDA. PARA. J'AI APPRIS QU'EN RAISON D'UN OUBLI  
D'ORDRE ADMINISTRATIF, LA PREMIERE UNITE QUI EST ENTREE DANS VOTRE TERRITOIRE  
N'A PAS DEMANDE, COMME CELA EUT ETE NORMAL, LA PERMISSION REQUISE POUR LE  
DEBUT DU TRANSIT DES TROUPES A TRAVERS LE RUANDA. PERMETTEZ-MOI DE VOUS  
ASSURER QUE CELA N'A PAS ETE DELIBERE, NI CONFORME AUX DIRECTIVES ETABLIES  
PAR LE SECRETAIRE GENERAL. AU NOM DE L'ONUC, JE TIENS A VOUS PRESENTER MES  
EXCUSES SANS RESERVE ET JE VOUS PROMETS QUE PAREIL INCIDENT NE SE REPETERA  
PAS. VEUILLEZ AGREER, MONSIEUR LE PRESIDENT, LES ASSURANCES DE MA HAUTE

CONSIDERATION.

Unquote

RKG/mm

Drafted by : R.K. Gardiner  
Authorized :  
Date : 10.12.62

T. O. R.

BY :

T. O. D.



ord 246/128 kigt 49 8 0930 via usm/leo-

onuc Leopoldville-

contingent militaire onu se rendant apparemment ~~dere~~ sans  
tenta samedi tout franchir frontiera Rwanda shangugu sans  
preavis adresse gouvernement stop ignore encore decision qui  
sera prise mais gouvernement rwandais extremement fache exige  
justement tout passage troupe fasse objet demande officielle  
suffisamment avance priere repondre urgence teca beard usumbura-

Laurentel +-



ADMINISTRATIVE CIRCULAR 258

22 August 1962

To: All ONUC Personnel

From: S. Habib Ahmed, Chief Administrative Officer

The Special Representative of the Secretary-General in Ruanda Burundi has advised this Mission that the Government of Burundi require that their prior permission should be obtained for all entries by air and road into the territory of Burundi. This restriction also applies to all United Nations personnel.

2. In order to comply with the wishes of the Government of Burundi the following procedure will be followed for obtaining permission from the Government for entry by road or air into the territory of Burundi and for the visits of United Nations personnel:

- (a) for entry of United Nations aircraft, the Air Commander will send a message of request to the Representative of the Secretary-General in Usumbura giving particulars of the aircraft, the time of landing and the duration of the stay;
- (b) for surface transport moving into Burundi from the Bukavu area the Administrative Officer in Bukavu will be approached by all concerned who will provide the information to the Office of the Special Representative of the Secretary-General in Usumbura and obtain permission;
- (c) for ONUC personnel proceeding to Burundi the following procedure will be followed:
  - (i) for those proceeding from all parts of the country except Kivu, particulars regarding names, dates and duration of visits, purpose of visits, means of transportation and point of entry, will be provided to the ONUC Travel Office who will take up the matter with the United Nations authorities in Usumbura;
  - (ii) for those proceeding from Kivu similar particulars will be provided to the Administrative Officer in Bukavu who will approach the United Nations authorities in Usumbura directly for permission.



Le 22 août 1962

Destinataires : Tous les membres du personnel de l'ONUC  
Origine : S. Habib Ahmed, Chef des Services administratifs

Le Représentant spécial du Secrétaire général au Ruanda Burundi a informé l'ONUC que le Gouvernement du Burundi exige que tout accès au territoire du Burundi par voie aérienne et par la route soit au préalable autorisé par lui. Cette restriction s'applique également à tous les membres du personnel des Nations Unies.

2. Afin de se conformer au désir du Gouvernement du Burundi et d'obtenir l'autorisation nécessaire à l'accès de ce territoire par la route ou par avion, ainsi que pour les voyages des membres du personnel des Nations Unies, les dispositions suivantes seront prises :

- (a) En ce qui concerne les escales des avions des Nations Unies, le Commandant de l'Air enverra une demande au Représentant du Secrétaire général à Usumbura, donnant tous les renseignements voulus sur l'avion, l'heure prévue pour l'atterrissage, et la durée de l'escale.
- (b) Pour ce qui a trait aux véhicules qui se rendent au Burundi en provenance de la région de Bukavu, le Fonctionnaire du Service administratif à Bukavu sera avisé par les intéressés et il transmettra les informations au Service du Représentant spécial du Secrétaire général à Usumbura aux fins d'autorisation.
- (c) Les membres du personnel de l'ONUC qui se rendent au Burundi devront observer les règles suivantes :
  - (i) A l'exception des membres du personnel qui partent du Kivu, tous les autres devront communiquer les détails concernant leur nom, la date, la durée et l'objet du voyage, le moyen de transport ainsi que le lieu d'entrée, au Service des voyages de l'ONUC qui fera les démarches nécessaires auprès des autorités des Nations Unies à Usumbura.
  - (ii) Les membres du personnel en partance du Kivu communiqueront les mêmes détails au Fonctionnaire du Service administratif à Bukavu, qui s'adressera directement aux autorités des Nations Unies à Usumbura afin d'obtenir l'autorisation requise.



*Ms. Gardiner*

*Rwanda Urundi*

UN High Commissioner for Refugees

V.A Temnomeroof- Chargé de Mission UNHCR

Rwandese delegation in Léopoldville

Léopoldville, 4 August 1962

Yesterday the Minister of Foreign Affairs Mr. Bomboko introduced me to the Minister of Foreign Affairs of Rwanda Mr. Calixti Habamenshi who wanted to discuss the problem of Rwanda refugees.

The Rwandese Minister expressed the hope that some measures could be taken to prevent the realization of the plan of some fanatical exiles to organize an armed attack against Rwanda for the purpose of overthrowing the Government. He said there was evidence of preparations, including military training. On the 3 - 4 July 1962, he said, an armed group of 80 Watutsi attempted to infiltrate into Rwanda in the wooded border area of Kivu, north of Goma. About 40 of them were captured and are held for ~~judgement~~ <sup>their</sup> judgement. Their military HQ, according to the Minister's information, has been established in the volcanic area north of Goma. Some of the members of the armed band had allegedly come to Kivu from Uganda. The Rwandese Government is seriously concerned about the concentration of refugees near the border, where they are lead by fanatical politicians, particularly in Uganda and in the Goma area of Kivu.

In the course of one hour discussion I explained to the Rwandese Minister the humanitarian non-political nature of our task and the basic principles of the solution : refugees are free to choose between voluntary repatriation and voluntary establishment in the interior. No assistance is given in Goma or Bukavu. This encourages movement into the interior and thus removes refugees from the influence of political leaders. We have no competence to take any measures against the political leaders.

.../...



However, as a result of the Kivu operation, the refugee population of Gomahas been reduced from 6,000 to less than 2,000 and has diverted a great number of refugees from political activity<sup>to</sup> an effort of achieving their own establishment.

The Minister expressed his deep appreciation of such a cooperation which will greatly help the Rwandese Government to maintain peace in Rwanda and assured me that the Watutsis, remaining in Rwanda, can live there in complete security so long as there is no increase of tension from outside. He was accompanied by two members of the delegation : Mr. Mpiaranya, deputy, and Mr. Kagenza, Assistant Chief of Cabinet of the Prime Minister.





UNITED NATIONS  
GENERAL  
ASSEMBLY



Distr.  
LIMITED

A/C.4/L.740  
23 June 1962

ORIGINAL: ENGLISH/FRENCH

Sixteenth session  
FOURTH COMMITTEE  
Agenda item 49

QUESTION OF THE FUTURE OF RUANDA-URUNDI

Cameroun, Central African Republic, Congo (Brazzaville), Dahomey, Ghana, Guinea, India, Iraq, Ivory Coast, Liberia, Mali, Madagascar, Mauritania, Niger, Senegal, Sudan, Syria, Tanganyika, United Arab Republic, Upper Volta: joint draft resolution

The General Assembly,

Recalling its resolution 1743 (XVI) of 23 February 1962, its resolution 61 (I) of 13 December 1946 and the other resolutions on the question of the future of Ruanda-Urundi,

Having considered the report of the Commission appointed under paragraph 2 of resolution 1743 (XVI),

Noting that the efforts for maintaining the unity of Ruanda-Urundi did not succeed,

Welcoming the Agreement on Economic Union concluded between the Governments of Rwanda and Burundi at the Conference at Addis Ababa held under the auspices of the Commission,

Taking into account the fact that the bulk of the Administering Authority's forces still remain in the Territory notwithstanding the objective of paragraph 3 (e) of resolution 1743 (XVI) to secure rapid withdrawal of Belgian military and para-military forces before independence,

Expressing satisfaction at the favourable trends towards reconciliation, as has been recorded by the Commission in its report, in particular in Rwanda the participation of two members of the opposition in the Government,

Having heard the representatives of the Governments of Rwanda and Burundi and the petitioners,



Recalling the Declaration on the Granting of independence to colonial countries and peoples embodied in resolution 1514 (XV),

Taking note of the desire of the Government of Rwanda and Burundi to attain independence as separate States on 1 July 1962, the date envisaged in paragraph 7 of resolution 1743 (XVI),

Taking into account the declarations of the two Governments, by the Government of Burundi that from the date of the proclamation of independence it will not agree to the presence of foreign troops on its soil, by the Government of Rwanda that the termination of the Trusteeship Agreement will make illegal the presence of Belgian troops on the territory of the Republic,

Noting the declaration of the Administering Authority that it will withdraw its forces from Rwanda and Burundi in accordance with the wishes of the General Assembly and the Governments concerned;

Noting further the statement of the representative of the Administering Authority that after independence the Belgian troops in Rwanda and Burundi will no longer have any role to play and that they will remain in their barracks ready for departure,

Bearing in mind the needs which will confront Rwanda and Burundi in all fields when they accede to independence,

Recalling its resolution 1415 (XIV) on assistance to territories which are no longer under Trusteeship and to new independent States,

1. Expresses its warm appreciation to the United Nations Commission for Ruanda-Urundi, 1962, for the performance of its tasks;

2. Decides in agreement with the Administering Authority to terminate the Trusteeship Agreement on 13 December 1946 in respect of Ruanda-Urundi, on 1 July 1962, on which date Rwanda and Burundi shall emerge as two independent and sovereign States;

3. Calls on the Government of Belgium to withdraw and evacuate its forces still remaining in Rwanda and Burundi by 1 July 1962; and that as of that date, the Belgian troops in process of evacuation will be confined within their barracks and that the evacuation must be completed by 1 August 1962, without prejudice to the sovereign rights of Rwanda and Burundi;



4. Requests the Secretary-General to send immediately to Rwanda and Burundi a representative together with a team of experts whose functions shall be:

(a) to supervise the withdrawal and evacuation of Belgian forces in accordance with this resolution;

(b) to help the Governments of Rwanda and Burundi to secure the implementation of the Agreement on Economic Union reached between the Governments of Rwanda and Burundi at Addis Ababa on 19 April 1962;

(c) to study in consultation with the Governments concerned and in the light of the recommendations made by the United Nations Commission for Rwanda-Burundi, the need for technical and economic assistance in Rwanda and Burundi to enable the Secretary-General to submit a report with his recommendation to the seventeenth session of the General Assembly;

(d) to assist the Governments of Rwanda and Burundi, at their request, in the organization of their administrative cadres and other related matters;

(e) to assist the Governments of Rwanda and Burundi, at their request, in the development and training of internal security forces;

5. Authorizes the Secretary-General, in accordance with the provisions of paragraph 1 of General Assembly resolution 1735 (XVI) on unforeseen and extraordinary expenses for the financial year 1962, to enter into commitments not exceeding \$2 million for the purpose of such emergency measures as may be required to ensure the continuation of essential services in the two countries, pending the consideration by the General Assembly of the Report of the Secretary-General referred to in paragraph 4 (c) of this resolution;

6. Requests the United Nations Special Fund, the Technical Assistance Board and other United Nations Agencies, as well as the specialized agencies, to give special consideration to the needs of Rwanda and Burundi;

7. Expresses the hope that all Member States of the United Nations would render such technical and economic assistance as they can to the new States of Rwanda and Burundi;

8. Requests the Secretary-General to report to the seventeenth session of the General Assembly on the implementation of this resolution;

9. Recommends that after the proclamation of independence on 1 July 1962, Rwanda and Burundi should be admitted as Members of the United Nations within the provision of Article 4 of the Charter.





UNITED NATIONS  
GENERAL  
ASSEMBLY



Distr.  
LIMITED

A/C.4/L.741  
23 June 1962  
ENGLISH  
ORIGINAL: FRENCH

Sixteenth session  
FOURTH COMMITTEE  
Agenda item 49

QUESTION OF THE FUTURE OF RUANDA-URUNDI

Belgium: draft resolution

The General Assembly,

Recalling its previous resolutions concerning the future of Ruanda-Urundi and in particular resolution 1743 (XVI),

Having studied the report of the Commission despatched to Ruanda-Urundi in accordance with the terms of resolution 1743 (XVI),

Having noted the desire of the Governments of Rwanda and Burundi to achieve independence as separate sovereign entities on 1 July 1962,

Taking note of the formal undertaking given by the Belgian Government that it will not maintain troops either in Rwanda or in Burundi against the wishes of their Governments,

1. Expresses its satisfaction with the work done by the Commission;
2. Decides that, in agreement with the Administering Authority, the Trusteeship Agreement approved by the General Assembly on 13 December 1946 shall be terminated, in accordance with Article 76 b of the United Nations Charter, on 1 July 1962, on which date Rwanda and Burundi will achieve independence and become sovereign States;

3. Requests the Secretary-General, without prejudice to the sovereign rights of the Governments of Rwanda and Burundi:

(a) to assist the Governments of Rwanda and Burundi to implement the agreement on economic union concluded by them at Addis Ababa on 19 April 1962 and in particular to assist them in the administration of their joint services;

/...



(b) to assist the Governments of Rwanda and Burundi to obtain the technical and economic assistance which they need;

(c) to assist the Governments of Rwanda and Burundi to strengthen and train their security forces;

(d) to ensure the withdrawal of the Belgian troops in strict accordance with the wishes of the Governments of Rwanda and Burundi;

4. Recommends that upon achieving independence on 1 July 1962 Rwanda and Burundi shall be admitted to the United Nations, in accordance with the provisions of Article 4 of the Charter.

-----





UNITED NATIONS  
GENERAL  
ASSEMBLY



Distr.  
LIMITED

A/C.4/L.742  
26 June 1962  
ENGLISH  
ORIGINAL: FRENCH

Sixteenth session  
FOURTH COMMITTEE  
Agenda item 49

QUESTION OF THE FUTURE OF RUANDA-URUNDI

Belgium: amendments to the joint draft resolution submitted  
in document A/C.4/L.740/Rev.1

1. Replace paragraph 12 of the preamble by the following paragraph:

"Noting further the statement of the representative of the Administering Authority that after independence the Belgian troops, if their withdrawal were requested, would have no further role to play and that the technical arrangements for their withdrawal would be carried out in agreement with the independent Governments,".

2. Add the following new paragraph 13 to the preamble:

"Recalling that after independence Rwanda and Burundi will enjoy sovereign rights,".

3. Amend operative paragraph 3 as follows:

"Without prejudice to the sovereign rights of Rwanda and Burundi, calls on the Government of Belgium to withdraw and evacuate its troops still remaining in Ruanda-Urundi, to effect and complete such withdrawal during the month following the date on which the request is expressed or confirmed and to settle the arrangements for the withdrawal in agreement with the Governments;".

-----





UNITED NATIONS  
GENERAL  
ASSEMBLY



Distr.  
LIMITED

A/C.4/L.744  
26 June 1962  
ENGLISH  
ORIGINAL: RUSSIAN

Sixteenth session  
FOURTH COMMITTEE  
Agenda item 49

QUESTION OF THE FUTURE OF RUANDA-URUNDI

Union of Soviet Socialist Republics: amendment to joint draft  
resolution A/C.4/L.740/Rev.1

In operative paragraph 3 of the draft resolution, after the words "evacuate its forces still remaining in Rwanda and Burundi," reinstate the words "by 1 July 1962", which were in the original text of the draft resolution.

-----





UNITED NATIONS  
GENERAL  
ASSEMBLY



Distr.  
LIMITED

A/C.4/L.745  
26 June 1962

ORIGINAL: ENGLISH

Sixteenth session  
FOURTH COMMITTEE  
Agenda item 49

QUESTION OF THE FUTURE OF RUANDA-URUNDI

New Zealand: amendment to joint draft resolution A/C.4/L.740/Rev.1

Replace operative paragraph 3 by the following paragraph:

"3. Calls on the Government of Belgium to withdraw its forces from Rwanda and Burundi and complete the evacuation of these forces by 1 August 1962, unless the independent States of Rwanda and Burundi request that such forces should remain on their soils with their full consent in the interest of these States and without prejudice to their sovereignty."





UNITED NATIONS  
GENERAL  
ASSEMBLY



Distr.  
LIMITED

A/C.4/L.746  
26 June 1962  
ENGLISH  
ORIGINAL: RUSSIAN

---

Sixteenth session  
FOURTH COMMITTEE  
Agenda item 49

QUESTION OF THE FUTURE OF RUANDA-URUNDI

Union of Soviet Socialist Republics: amendment to the  
New Zealand amendment (A/C.4/L.745)

Replace the words "1 August 1962" by "1 July 1962" and delete the whole  
of the following part of the amendment.

-----



SECRET

NOTE ON RUANDA URUNDI

16 June 1962

Also French Copy Gov  
ADJUTANT  
GVT-439  
17/6  
SEC GEN.  
Done. Sec  
G-734  
16/6  
R4 17/6

The following dispositions may be considered by ONUC with respect to the forthcoming Independence of the United Nations trust territory of Ruanda Urundi:

- (a) ONUC forces will not under any circumstances cross the border into the territories of Ruanda Urundi;
- (b) in the event of any influx of refugees from Ruanda Urundi into Congo, ONUC forces will be so deployed at all major points of entry of refugees into Congo as to prevent incidents between them, the local population, ANC or other elements; \*
- (c) it will also be the responsibility of the ONUC forces to prevent incursions by ANC elements into the territories of Ruanda Urundi from Congo;
- (d) the reception of refugees, their transport from the points of entry to the points of encampment and their feeding will be the responsibility, as heretofore, of the League of Red Cross Societies working in collaboration with the representative of the High Commissioner for Refugees. The local ONUC Military Commander will establish close liaison with the local staff of the League of Red Cross Societies and of the High Commissioner for Refugees to facilitate their work in this respect;
- (e) should the transport equipment available on the spot to the League of Red Cross Societies prove insufficient to cope with the influx of refugees the ONUC Commander in Kivu would help to reinforce such transport from his own resources. In this connection the Force Commander would consider giving instructions to the Commander of the Ethiopian Brigade in Stan to release any surplus transport in his hands and to move it immediately to Goma and Bukavu to be placed at the disposal of the MSF Brigade;
- (f) financial responsibility for the feeding of refugees and their resettlement rests with the High Commissioner for Refugees. However, should the immediate resources available to him for the purpose prove insufficient, ONUC Field Administration will make arrangements to procure

. . . 2

- \* Refugees entering into Congo with arms will be disarmed by ONUC Forces.



food locally with prior authorization from ONUC Headquarters, subject to financial adjustment later with the High Commissioner for Refugees. The authorization for purchases may be made against the resources available under the Famine Relief Fund;

(g) shelters for the refugees already available in Kivu with the Organization of the League of Red Cross Societies are expected to provide sufficient space if the numbers of refugees does not exceed the number of refugees who have already moved into Kivu. The responsibility for the provision of additional shelters will rest with the League of Red Cross Societies and the High Commissioner for Refugees. ONUC field office in Bukavu will, however, keep in close touch with the League delegates and should additional shelters be found to be required, assistance in providing them will be furnished, with prior authorization from ONUC Headquarters, subject to subsequent adjustment with the High Commissioner for Refugees;

(h) the resettlement of all additional refugees will remain the responsibility of the High Commissioner for Refugees;

(i) medical care and hygiene for the refugees will be provided under the existing arrangements of the refugee resettlement organization of the League of Red Cross Societies as they have done in the past. Any assistance in medical supplies or transportation of medical supplies requested by the League of Red Cross Societies may be provided by ONUC after prior authorization from ONUC Headquarters and charged against the resources of the Congo Famine Relief Fund;

(j) liaison arrangements on behalf of ONUC administration with the representative of the High Commissioner for Refugees and with the League of Red Cross Societies will be maintained by Mr. Tooby.



NOTE SUR LE RUANDA-URUNDI

Le 16 juin 1962

L'ONUC peut envisager les dispositions suivantes à l'égard de l'indépendance prochaine du Ruanda-Urundi, territoire sous la tutelle des Nations Unies:

- a) Dans aucune circonstance, les forces de l'ONUC ne traverseront la frontière pour pénétrer dans les territoires du Ruanda-Urundi;
- b) Au cas où des réfugiés du Ruanda-Urundi pénétreraient au Congo, les forces de l'ONUC seront déployées aux principaux points d'entrée au Congo de ces réfugiés, pour prévenir des incidents entre eux, avec la population locale, avec l'ANC ou avec tous autres éléments; Les forces de l'ONUC désarmeront les réfugiés qui pénétreront au Congo avec des armes.
- c) Les forces de l'ONUC auront aussi la responsabilité d'empêcher des incursions, dans les territoires du Ruanda-Urundi, d'éléments de l'ANC venant du Congo;
- d) Comme par le passé, la réception des réfugiés, leur transport <sup>des</sup> ~~aux~~ points d'entrée aux points de campement et leur alimentation incomberont aux Sociétés de la Croix-Rouge, qui collaboreront à ces fins avec le représentant du Haut-Commissariat pour les réfugiés. Le commandant local des forces de l'ONUC se maintiendra en liaison étroite avec le personnel local des Sociétés de la Croix-Rouge et du Haut-Commissariat pour les réfugiés, pour faciliter sa tâche à cet égard;
- e) Si les moyens de transport dont disposeront sur place les Sociétés de la Croix-Rouge s'avèrent insuffisants pour le nombre des réfugiés, le commandant des forces de l'ONUC au Kivu fera appel à ses propres ressources pour augmenter ces moyens. A cet égard, le Commandant de la Force envisagera de donner des instructions au commandant de la brigade éthiopienne à Stanleyville pour qu'il transfère immédiatement à Goma et à Bukavu tous les moyens de transport excédentaires dont il dispose et qu'il les place à la disposition de la Force spéciale malaise;
- f) Le Haut-Commissariat pour les réfugiés aura la responsabilité financière de nourrir les réfugiés et de les réinstaller. Cependant, si les ressources dont il dispose immédiatement à cette fin s'avèrent insuffisantes, l'administration locale de l'ONUC prendra des dispositions pour fournir des aliments sur place, avec l'autorisation préalable du QG de l'ONUC, sous réserve d'une compensation financière à obtenir plus tard du Haut-Commissariat pour les réfugiés. Les achats effectués en vertu de cette autorisation peuvent être financés par les ressources dont dispose le Fonds de secours à la disette;

Secours



- g) Les abris pour les réfugiés dont disposent déjà au Kivu les Sociétés de la Croix-Rouge sont censés/suffisants si le nombre des réfugiés ne dépasse pas celui des réfugiés qui se trouvent déjà au Kivu. Il incombera aux Sociétés de la Croix-Rouge et au Haut-Commissariat pour les réfugiés de fournir des abris supplémentaires. Cependant, les services locaux de l'ONUC à Bukavu se maintiendront en contact étroit avec les délégués de la Croix-Rouge et, si des abris supplémentaires s'avèrent nécessaires, ces services prêteront leur assistance pour les fournir, avec l'autorisation préalable du QG de l'ONUC et sous réserve d'une compensation à obtenir par la suite du Haut-Commissariat pour les réfugiés;
- h) La réinstallation de tous les réfugiés additionnels demeurera la responsabilité du Haut-Commissariat pour les réfugiés;
- i) Comme par le passé, les Sociétés de la Croix-Rouge fourniront, aux termes de leurs dispositions concernant la réinstallation des réfugiés, les soins médicaux et d'hygiène aux réfugiés. Les services locaux de l'ONUC pourront prêter, après autorisation préalable du QG de l'ONUC, toute assistance en fournitures médicales ou en transport de ces fournitures dont auront besoin les Sociétés de la Croix-Rouge, et ils imputeront les dépenses qui en résulteront au compte du Fonds de secours à la disette;
- j) M. Tooby assurera, au nom de l'administration de l'ONUC, la liaison avec le représentant du Haut-Commissariat pour les réfugiés et avec les Sociétés de la Croix-Rouge.



CROSS REFERENCE SHEET

☒ Letter    ☐ Cable    ☐ Memo    Other

Dated: \_\_\_\_\_

From: \_\_\_\_\_

To: \_\_\_\_\_

Summary:

*Question of the Future of Ruanda-Urundi  
Report of the U.N. Commission for Ruanda -  
Urundi established under GA/Res 1743(XVI)*

Original in File No. *See A/5126*



4139 FOR DIK LEHMKULH

GENERAL ASSEMBLY RECONVENED THIS WEEK TO MAKE FINAL INDEPENDENCE PLANS FOR RUANDA-URUNDI -- LAST REMAINING U.N. TRUST TERRITORY IN AFRICA. PARA REPORT FROM U.N. GROUP RECOMMENDED THAT THE TWO COUNTRIES WHICH MAKE UP BELGIAN-ADMINISTERED TERRITORY BE GIVEN SEPARATE INDEPENDENCE JULY FIRST, ;

P2/52/50 ;

IN ACCORDANCE WITH THEIR WISHES, ALTHOUGH IT EXPRESSED MISGIVINGS ABOUT MAINTENANCE OF LAW AND ORDER IN RWANDA. PARA MEANWHILE, 40 ASIAN-AFRICAN STATES REQUESTED QUESTION OF SOUTHERN RHODESIA BE ADDED TO AGENDA OF THE RESUMED SESSION -- A MOVE STRONGLY OPPOSED BY BRITAIN. PARA AS THE SESSION ;

P3/52/50 ;

BEGAN THURSDAY, ASSEMBLY HEARD GENERAL POLICY ADDRESS BY PRESIDENT OF CYPRUS, ARCHBISHOP ~~MAN~~ARIOS, WHO EMPHASIZED DANGERS OF NUCLEAR ARMS RACE AND URGED END TO NUCLEAR TESTING. PARA SECRETARY-GENERAL SAID EARLIER THIS WEEK THAT HIGH ALTITUDE TESTS PLANNED BY UNITED STATES IN PACIFIC WERE QUOTE A MANIFESTATION ;

P4/52/50 ;

OF A VERY DANGEROUS PSYCHOSIS WHICH IS IN EVIDENCE TODAY INQUOTE. PARA HERE DETAILS: REPORT OF U.N. COMMISSION RUANDA-URUNDI TOLD OF EFFORTS TO SECURE CERTAIN OBJECTIVES ORDER TO ENSURE THAT TERRITORY ACCEDED TO INDEPENDENCE IN MOST FAVORABLE CONDITIONS. PARA ONE OBJECTIVE -- AS DEFINED BY THE ASSEMBLY -- ;

P5 ;

WAS TO SEEK CLOSEST POSSIBLE FORM OF UNION BETWEEN BURUNDI -- A MONARCHY, AND RWANDA -- A REPUBLIC. COMMISSION REPORTED THAT ALTHOUGH THE TWO GOVERNMENTS AGREED ON ECONOMIC



U  
NION, THEY CATEGORICALLY REFUSED TO CONSIDER POLITICAL  
UNION. PARA ON SITUATION IN RWANDA, REPORT EXPRESSED  
MISGIVINGS ;

P6 ;

ABOUT RENEWED BLOODSHED AND RACIAL ANTAGONISM IN RECENT  
MONTHS AND SEVERE MEASURES TAKEN BY GOVERNMENT. BUT IT  
EMPHASIZED THAT NEWS ON MAY 14TH THAT OPPOSITION HAD JOINED  
NATIONAL COALITION GOVERNMENT WAS QUOTE BY FAR MOST IMPORTANT  
EVENT IN THE LIFE OF COUNTRY ON EVE OF INDEPENDENCE UNQUOTE.

IT ;

P7 ;

EXPRESSED HOPE THIS WOULD MEAN LASTING RECONCILIATION.  
PARA ON BELGIAN TROOP WITHDRAWAL, REPORT SAID BELGIUM  
HAS MAINTAINED IT WILL NEED MINIMUM OF 900 MEN IN TERRITORY  
AS LONG AS IT WAS RESPONSIBLE FOR MAINTAINING ORDER, AND  
THAT IT WOULD TAKE TWO OR THREE MONTHS TO GET THEM ;

P8 ;

OUT. IF ASSEMBLY ENDORSED IDEA OF SUCH WITHDRAWAL AFTER  
INDEPENDENCE, SAID REPORT, POLITICAL LEADERS IN TERRITORY  
FELT IT WOULD HAVE TO TAKE PLACE UNDER STRICT U.N. SUPERVISION.  
BELGIUM, IT ADDED, SEEMED TO TAKE SAME VIEW. PARA REPORT  
CITED BELGIAN FEARS THAT ITS TROOP ;

P8/52/50 ;

WITHDRAWAL MIGHT ENTAIL MASS DEPARTURE OF ALL BELGIAN  
ELEMENTS, INCLUDING TECHNICIANS WITHOUT WHOM NORMAL FUNCTIONING  
OF PUBLIC LIFE WOULD BE ALMOST IMMEDIATELY PARALYZED.

PARA BUT IT SAID THAT IN SPITE OF QUOTE AN ALMOST TOTAL LACK  
OF PERSONNEL AND FACILITIES, UNQUOTE RUANDA-URUNDI WAS  
CONVINCED QUOTE THAT ;

P9 ;

IT MUST AT ALL COSTS BREAK VICIOUS CIRCLE OF COLONIZATION



WITHOUT DELAY. UNQUOTE IT OBSERVED THAT SIMILAR SHORTCOMINGS  
HAD NOT PREVENTED OTHER COUNTRIES FROM QUOTE SURMOUNTING  
CRISIS OF EMANCIPATION IN LAW AND ORDER. UNQUOTE PARA  
AT SAME TIME, THE REPORT SAID ASSEMBLY SHOULD LEND HAND IN  
ARRANGEMENTS ;

P10 ;

TO GUARANTEE NATIONAL FRONTIERS OF RWANDA AND BURUNDI.  
PARA REPORT EMPHASIZED NEEDS OF THE TWO COUNTRIES FOR ECONOMIC  
AND OTHER AID AND SAID THEIR FUTURE AS GENUINELY INDEPENDENT  
STATE WOULD DEPEND IN LARGE PART ON WAY IN WHICH THE U.N.  
EXERCISED RESPONSIBILITIES. IT SUGGESTED ASSEMBLY CONSIDER  
ESTABLISHING SPECIAL ;

P11/54/50 ;

FUND TO HELP THEM. PARA COMMISSION FOR RUANDA-URUNDI WAS  
MADE UP OF ANGIE BROOKS OF LIBERIA, WHO SERVED AS CHAIRMAN,  
ERNEST GASSOU OF TOGO, MAJID RAHNEMA OF IRAN, ERNEST JEAN-  
LOUIS OF HAITI, AND DEY OULD SIDI BABA OF MOROCCO. ITS  
REPORT, ADOPTED ;

P12/58/50 ;

UNANIMOUSLY, TO BE TAKEN UP IN ASSEMBLY'S TRUSTEESHIP  
COMMITTEE FRIDAY. PARA MEANWHILE, SECRETARY-GENERAL SAID  
HE WAS THINKING OF SENDING SPECIAL REPRESENTATIVE TO RUANDA-  
URUNDI BECAUSE HE FELT PRESENCE OF UNITED NATIONS THERE  
WOULD BE QUOTE ABSOLUTELY ESSENTIAL. UNQUOTE PARA ASSEMBLYS  
STERRING COMMITTEE TO MEET FRIDAY ON ASIAN-AFRICAN ;

P13 ;

REQUEST THAT SOUTHERN RHODESIA BE ADDED TO AGENDA OF CURRENT  
SESSION. SPONSORS OF REQUEST FOUNDED THEIR APPEAL FOR  
IMMEDIATE ACTION ON RECENT REPORT BY SPECIAL DECOLONIZATION  
COMMITTEE WHICH FOUND THAT NEW CONSTITUTION GRANTED BY BRITAIN



WOULD ENTRENCH WHITE MINORITY IN SOUTHERN RHODESIA IN  
POSITION OF DOMINANCE. PARA COMMITTEE ;

P14 ;

URGED THAT BRITAIN TAKE STEPS TO DRAW UP FRESH CONSTITUTION  
WHICH WOULD GIVE VAST AFRICAN MAJORITY FAIR SAY IN GOVERNMENT  
PARA. THURSDAY A BRITISH SPOKESMAN REAFFIRMED HIS COUNTRY'S  
OPPOSITION TO ANY ASSEMBLY ACTION ON SOUTHERN RHODESIA ON  
GROUNDS ISSUE WAS NOT WITHIN JURISDICTION U.N. HE ALSO POINTED  
OUT THAT ;

EL

ACTIONS WHICH WOULD GIVE EFFECT TO NEW CONSTITUTION HAD  
BEEN POSTPONED FROM OCTOBER OF THIS YEAR TO MARCH OR APRIL  
OF NEXT SEMICOLON CONSEQUENTLY, HE SAID, THERE WAS NOTHING  
TO SUPPORT CONTENTION THAT SITUATION WAS URGENT. PARA HIS  
ADDRESS BEFORE ASSEMBLY PRESIDENT OF CYPRUS SAID THAT HEAVIEST ;  
P16 ;

SHADOW OVER THE WORLD TODAY IS THAT CAST BY NUCLEAR ARMS RACE,  
AND THAT DISARMAMENT TALKS OVER YEARS HAVE YIELDED NOTHING  
BECAUSE OF LACK OF MUTUAL TRUST. PARA URGING THAT FIRST  
STEP SHOULD BE TO STOP NUCLEAR TESTS, ARCHBISHOP MAKARIOS  
ALSO SAID THAT DISARMAMENT EFFORTS SHOULD BE ;

P17 ;

ACCOMPANIED BY QUOTE ENDEAVORS TO BUILD INTERNATIONAL  
SECURITY IN AN ORGANIZED SYSTEM OF WORLD ORDER UNQUOTE.  
PARA UNITED NATIONS, HE SAID, SHOULD TAKE ON QUOTE EXECUTIVE  
POWER AND AUTHORITY UNQUOTE AND SET UP STANDING FORCE TO  
KEEP PEACE. PARA CRITICISM OF PROJECTED HIGH ALTITUDE NUCLEAR  
TESTS IN ;

P18/52/50 ;



PACIFIC WAS VOICED BY SECRETARY-GENERAL DURING PRESS  
CONFERENCE TUESDAY. RECALLING HIS COMPLETE AGREEMENT WITH  
ASSEMBLY RESOLUTIONS ON BANNING OF NUCLEAR TESTS, U THANT  
ADDED THAT PROJECTED TESTS WERE IN DIFFERENT CATEGORY AND  
EVEN MORE UNDESIRABLE. HE OBSERVED THAT MANY EMINENT  
SCIENTISTS WITH QUOTE NO AXE TO GRIND ;

P19 ;

UNQUOTE HAD OBJECTED TO THAT, AND SAID IT WAS COMMON KNOWLEDGE  
THAT OUTER SPACE BELONGED TO NO ONE COUNTRY BUT WAS PROPERTY  
OF ALL. PARA IN THIS CONNECTION, AMB. FRANCIS PLIMPTON OF  
UNITED STATES SAID THIS WEEK THAT PLANNED HIGH ALTITUDE  
SHOTS WERE A CONSEQUENCE OF SOVIET ;

P20/52/50 ;

TESTS LAST FALL, AND THAT U.S. REGRETTED THAT IT HAD TO TEST  
NUCLEAR WEAPONS AT ALL. HE SAID HE WAS SURE SECRETARY-GENERAL  
REALIZED THAT PURPOSE OF HIGH ALTITUDE TESTING WAS COMBINATION  
OF SCIENTIFIC DESIRE TO LEARN MORE ABOUT VAN ALLEN BELT AND  
ALSO BECAUSE THIS WAS RELATED TO ;

P21/52/50 ;



P21/52/50 ;

DEVELOPMENT OF ANTI-MISSILE MISSILES. PARA IN COURSE OF PRESS CONFERENCE, U THANT SPOKE OF ENCOURAGING SIGNS IN LEOPOLDVILLE TALKS BETWEEN CONGOLESE PREMIER ADOULA AND PROVINCIAL PRESIDENT TSHOMBE OF KATANGA. PARA ASKED ABOUT ACTION TO ARREST FOREIGN MERCENARIES WHO WERE REPORTED TO BE RETURNING TO KATANGA, U ;

P22 ;

THANT SAID THAT WHILE SECURITY COUNCIL HAD AUTHORIZED USE OF FORCE, IF NECESSARY, U.N. WAS QUOTE IN RATHER PECULIAR POSITION UNQUOTE. HE POINTED OUT THAT MANY MEMBER STATES WHO HAD UNDERTAKEN TO BEAR EXPENSE OF CONGO OPERATION DID NOT FAVOR FRESH U.N. MILITARY INITIATIVE, WHILE MANY ;

P23/52/50 ;

MEMBERS WHO DID QUOTE NOT PAY ANYTHING UNQUOTE FOR CONGO OPERATION HAD BEEN ADVOCATING MORE VIGOROUS POLICY. PARA ON ATROCITIES IN ALGERIA, SECRETARY-GENERAL SAID HE COULD NOT FIND WORDS QUOTE TO DESCRIBE BESTIAL AND INHUMAN CRIMES COMMITTED BY O.A.S.. UNQUOTE PARA ON DISPUTE OVER WEST NEW

GUINEA, ;

P24/52/50 ;

U THANT NOTED THAT BOTH INDONESIA AND NETHERLANDS HAD AGREED ON BASIS FOR NEGOTIATION, AND SAID NEXT MOVE SHOULD BE FOR PARTIES TO GET TOGETHER TO WORK OUT DETAILS. PARA LATER SECRETARY-GENERAL URGED PRESIDENT SUKARNO OF INDONESIA TO NAME



HIS REPRESENTATIVE TO TALKS AS SOON AS POSSIBLE ;

P25 ;

AND EXPRESSED HOPE FOR END TO ALL HOSTILITIES ON BOTH SIDES  
ONCE NEGOTIATIONS WERE RESUMED. PARA THIS WAS IN REPLY TO  
LETTER FROM PRESIDENT SUKARNO REAFFIRMING SUPPORT FOR PEACEFUL  
SOLUTION BUT STATING THAT INDONESIA HAD HAD TO STEP UP ITS  
MILITARY ACTIVITIES. THESE ACTIVITIES WERE MADE NECESSARY, ;

P26 ;

HE SAID, BECAUSE OF DUTCH MILITARY BUILDUP IN WEST NEW GUINEA  
AND IN ORDER TO PROTECT PEOPLE OF THE TERRITORY AGAINST QUOTE  
INCREASINGLY CRUEL SUPPRESSION BY NETHERLANDS. UNQUOTE PARA  
ALSO THIS WEEK, TRUSTEESHIP COUNCIL CONCLUDED DEBATE ON TRUST  
TERRITORY OF PACIFIC ISLANDS UNDER UNITED STATES ADMINISTRATION. ;

P27 ;

PARA MOST SPEAKERS WELCOMED PROGRESS MADE IN SPITE OF BARRIERS  
OF GEOGRAPHY AND DIVERSITY IN TERRITORY, WHILE OFFERING  
SUGGESTIONS FOR SPEEDING DEVELOPMENT IN VARIOUS FIELDS.

PARA SOVIET UNION MAINTAINED U.S. ADMINISTRATION WAS QUOTE  
DEPLORABLE, UNQUOTE THAT IT TRIED TO CONVINCE ISLANDERS THEY  
COULD NOT GOVERN THEMSELVES, ;

P28/15 ;

AND THAT COUNCIL MUST DEMAND UNCONDITIONAL FULFILMENT OF  
DECLARATION ON ENDING COLONIALISM. END ;

OMNIPRESS NEWYORK "

COL 48 14TH 900 "



INCOMING CODE CABLE

PRIORITY.

To : Garneau, Mil. Info, Leopoldville.  
From : Kolesar, Usumbura.  
Date : 7 June 1962.  
No. : UNCRU/ME 86.

SECRET

Belgian and local military authorities have expressed displeasure at being "pestered" by ONUC Liaison Officers for military and civilian information, which is already in possession of Unations military team in Ruanda Urundi (Dartnell and Kolesar). Request all future enquiries be directed through them, Unations Usumbura.

cc. Mr. Gardiner. ✓

Pro



*Recd. 10/10/62*

5 June 1962

Mr. C.A. Gaviola, Chief Civilian Officer, Bukavu

Robert K. Gardiner, Officer-in-Charge ONUC

Your visit to Ruanda and Burundi

Thank you for your memorandum of 2 June giving an account of your visit to Ruanda and Burundi. I have forward a copy of it to New York and I note that your previous report of 6 February was also transmitted to the Secretary-General.



ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Bukavu, June 2, 1962

C/POL 110(2)  
SECRET

*Copy Sent New York 5/6 JIR*

To: Mr. Robert Gardiner, Officer-in-Charge, Léopoldville.

From: C.A.Gaviola, Chief Civilian Officer, Bukavu.

Subject: Future Independence of Ruanda and Burundi

I drove early this morning to Usumbura and met briefly the Prime Minister Muhirwa before his departure for New York, to attend the meeting of the General Assembly.

He told me he was optimistic about the capacity of the Burundese incipient army to keep law and order after independence and the withdrawal of the Belgian troops.

This optimism, however, is not shared by the foreign consuls and European population. Nine-tenths of them will have left by the end of this month, unless the date of independence is postponed or, if granted, the Belgian troops remain or are replaced by UN contingents.

Ref.my BUKA 92, about my meeting with Ruanda's Foreign Minister, the leaders of both countries coincide in pretending that they can trust wholly unexperienced and practically untrained soldiers to keep order and insure the safety of Europeans wishing to remain.

But the Foreign Minister admitted that they fear in Ruanda that armed watutsis in neighbouring countries may try to invade and terrorize the country after independence. Small groups are in fact doing it already, in spite of the presence of a considerable number of Belgian troops.



This could provoke retaliation by the bahutu majority, who would massacre or chase away the remaining tutsis. And Kivu province would be presented with a new stream of refugees, when hardly can cope with the thousands already here.

If the General Assembly wants to avoid a repetition of the chaos which followed the independence of the Congo, it could well establish as a condition for the granting of independence, that the Belgian troops remain for a transitory period - or be replaced by UN troops, letting the National Armies gradually assume responsibility. But even the presence of token forces in both countries would contribute to serve a ~~ex~~ check on the behaviour of their new armies.

We are ~~ex~~periencing it in Kivu Province. The intense patrolling done by the MSF some months ago, has been gradually replaced by mixed patrols and, finally, ANC taking over the control as shown successfully during the Kabare and recent Government crisis. I esteem that, with the improvement in the local situation, part of the MSF forces could be spared for duty in Ruanda and Burundi. Brigadier Noor ~~is~~ at present in Léopoldville and could be consulted.

The assurance that a certain number of troops will remain, would encourage the great majority of Belgian technicians to stay. Their mass departure would be catastrophic to the already weak economy of both countries.

The General Assembly must be conscious of the enormous responsibility it will bear if it leaves these countries to face alone their future.

*J* (For further reference, I enclose copy of Conf. report of Feb.6/62)



CONF/9/62

6 February 1962

To: Dr. Sture Linnér, Officer-in-Charge, ONUC, LEOPOLDVILLE  
From: C. A. Gaviola, Chief of Civil Mission, ONUC, BUKAVU  
Subject: Problems connected with Independence of Ruanda and Burundi

The U.S. Vice-Consuls David Doyle and Walter Clarke were sent by their Government to Bukavu on February 1/2 to study local security conditions since they fear that the day Ruanda and Burundi obtain full independence and the Belgian troops are withdrawn, a chaotic situation, worse than the one of the Republic of the Congo as known in 1960, may develop. Planning ahead, they contemplate the eventuality that all U.S. citizens, which number about 200 (most of them missionaries) may have to be evacuated to Kivu Province.

Equal fear has been expressed by the French Consul, Monsieur Robert Massé, in a recent visit to Bukavu.

According to them, the total number of Europeans in both Ruanda and Burundi is approximately 3,000.

But the protection of the Europeans does not, in this case, constitute the main problem. The greatest fear is for mass murders and persecution among the Ruandese and Burundese themselves, since they are divided by centuries-long hatred and rivalries.

Already Lt. Colonel L.F. Nixon, in his report of 17 May 1961 (Conf 392/61 of 6 June 1961) said that "the result of a sudden withdrawal of the Belgian administration would be disastrous. Civil war is certain ..."

There is no purpose in discussing the proposals 1. to 5. of the PROJETS DE RESOLUTIONS ADOPTES PAR LA QUATRIEME COMMISSION (COMMISSION DE TUTELLE) DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'ONU (Résolution 1419 (XIV)) as posterior facts have demonstrated them to be just wishful thinking. There is no historical fundation to consider Ruanda-Urundi as an entity. It has been only for administrative reasons that the former Colonial Powers regarded them as a unit. Each one of them have an independent King "Mwami" but even the administrative rules of each were quite different.



According to the report (A/4994) of the Commission for Ruanda-Urundi created on 20 December 1960, all parties concerned have at least understood that the fact is that Ruanda and Burundi have always been separated and they have developed in a different way. Only the representatives of Ghana and Guinea pronounced themselves in favour of the independence of Ruanda-Urundi on condition that it remained unified.

Even under Belgian Tutelle, since the events of November 1959, thousands of people, if they escaped from being murdered, are obliged to seek refuge abroad are having their plantations destroyed, their houses burned and their cattle stolen or wantonly killed. (Annex A).

It is the Province of Kivu which has received the worst impact and the stream of refugees has constantly increased since 1959, receiving a considerable new flow after the elections of last September, when the minority Hututsi was vengefully persecuted and retaliated by forming terrorist bands which, resenting to having been left at the unmercy of the Bahutus, sought their victims indiscriminately among the Europeans.

The amount of refugees actually in Kivu exceeds the number of 50,000 and some estimates place it at 75 - 80,000. The Swedish and Norwegian Missions alone are taking care of about 40,000 but many thousands more have crossed the uncontrolled frontier and made their way into the interior. The "Mission pour l'Installation des Peuples Indigenes" at Goma and the Trappist Fathers at Lake Mokolos are also doing excellent work for the resettlement of refugees.

There have been visits by experts (Annex B) and representatives of the High Commissioner for Refugee Relief, the last one by Mr. Temhomeroff in early December 1961, but the practical results have been nil (Annexes C, D, E and F). If it were not for the selfless and devoted work of the Swedish and Norwegian Missions - just a handful of people feeding and nursing tens of thousands of them - the death-rate would be appalling.

Dr. Gellariva, W.H.O.'s Chief Representative in the Congo, is visiting today a refugee camp at Senge, near Uvira, where two Swedish nurses are miraculously obtaining *that* the death-rate stays in the hundreds and not in the thousands (Annexes G and H).

---

The new autonomy granted on January 1 to the Republic of Ruanda and Kingdom of Burundi means, to all practical ends, a definitive recognition of the existence of two separate and different States. This still limited autonomy has sufficed to show signs of discrimination and even enmity among both States. At Usumbura, for example, the Administration counted with the collaboration of all 14 University Graduates. Now there are only 7. One was murdered, the others dismissed or voluntarily *exiled*. Ruandese students are beaten or denied equal opportunity of education. There is also discrimination in the granting of administrative jobs. The Director of the "Association des Entreprises Privées du Kivu", Mr. J. de Mot, has just returned from a trip to Usumbura and his impressions are the following: "On y retrouve tous les signes de la désagrégation congolaise, sauf la présence des troupes belges, qui empêche les désordres graves (mais ne peut éviter les incidents) : détérioration économique, départ des fonctionnaires (surtout depuis le rappel de M. Harroy) incurie et incompétence des gouvernants ....".



The Malayan Special Forces (Conf.392/61) fear that once full independence is granted, civil war may be inevitable and they might be called to reestablish order. Their numbers are entirely insufficient for that purpose.

Oeshalb, if Belgium is allowed to relinquish the Tutelle, it should be replaced beforehand by an ONUVU. But the fact should be taken into account that internecine hatreds are deeper and more violently expressed than in the Congo and that the experienced Belgian Administration, counting with the support of 1.500 able soldiers, has not been able to prevent murder, arson and pillage. The UN would need a far greater force and hope only to avert further deterioration of the present situation. The presence in the Congo of the UN Commission investigating the Hammarskjold air-crash, could be utilised to form a fact-finding commission about the situation in Ruanda-Urundi, before a final decision is taken by the UN General Assembly.

Otherwise, all members of the Assembly should fully realize that they might be contributing to the massacre or slow-death of thousands of innocent Africans they may think they are trying, by their vote, to liberate.

Before anything else, the UN has the moral, urgent, duty to find the means of helping to live and find a future for the tens of thousands of refugees already agonizing and causing great trouble in other neighbouring countries, but principally in Kivu, which has already a problem of its own with thousands upon thousands of unemployed.

Full independence to Ruanda and Burundi would only mean slaughter and chaos and immensely aggravate the present problems the UN already faces in Kivu. Courage is needed to prevent further disasters, as the cure, like in the Congo, may be costlier or simply come too late.

I beg you to forward copy of this report to the Fourth Commission of the General Assembly, as a modest contribution to their enlightenment about the real issues at stake in Ruanda-Urundi and the impact any decision will have also on the province.



S E C R E T

ANNEX 2  
MIL INFO 741

HEADQUARTERS ONUC

LEOPOLDVILLE, LEO.

STUDY ON RUANDA - URUNDI

25 May 62

CONTENTS

INTRODUCTION

1. Terminology

GENERAL

2. General Description
3. Ethnic Divisions
4. Geography and Terrain
5. Climate

POLITICAL SITUATION

6. Background
7. Present Situation
  - a) RUANDA
  - b) URUNDI

ECONOMIC SITUATION

- 8.

MILITARY SITUATION

9. Local Forces
10. Belgian Forces
11. Air Situation

CONCLUSION

- 12.

S E C R E T



S E C R E T

ANNEX 2  
MIL INFO 741

HEADQUARTERS ONUC

LEOPOLDVILLE, LEO.

STUDY ON RUANDA - URUNDI

25 May 62

INTRODUCTION

1. The languages in general use in RUANDA - URUNDI are Bantu tongues. These languages normally determine the meaning of a word by using a basic root and modifying it by using a prefix, eg.,

Basic root	-	LUBA
Man of LUBA tribe	-	MULUBA
Men of LUBA tribe	-	BALUBA

In this study, a single term is used, for ease of reference, either as noun or adjective, and whether single or plural, as required. (Readers are warned that other studies on the subject may NOT use this method.)

BATUSSI	-	referring to the TUSSE or TUTSI ethnic group
BAHOUTU	-	referring to the HOUTU or HUTU ethnic group
PYGMY	-	referring to the TWA ethnic group

RUANDA and URUNDI are the names used in UN trusteeship documents in reference to the northern and southern parts of the country and are used throughout in this document.

NOTE: The spelling preferred by the government in power in the NORTH is RWANDA, and the name used by the southern authorities has recently been changed to BURUNDI.

GENERAL

2. The trusteeship territory of RUANDA - URUNDI comprises an area approximately the size of SICILY. It is bounded on its western side by the KIVU Province of the REPUBLIC OF THE CONGO. The land frontier on this side is relatively short, approximately 100 kms, while the balance of the total length is formed by Lake KIVU on the NORTH and Lake TANGANIKA on the SOUTH. On the NORTH the territory is bounded by the British-controlled territory of UGANDA and on the EAST and SOUTH by the independent

.../2

S E C R E T



S E C R E T

- 2 -

Item 2 continued

state of TANGANIKA. UGANDA may also achieve independence in 1962.

The indigenous population of the area was, according to a census carried out in 1957, under Belgian direction:

RUANDA - 2,538,196

URUNDI - 2,084,609

To this figure, at that time, could be added about 40,000 others, mainly Europeans. The population figures have for some years been showing a progressive increase. These figures show that the territory is the most densely populated area of CENTRAL AFRICA. The density of the population is a material factor in the political and economic problems now besetting the territory.

3. Ethnic division. The African population of the territory is divided ethnically as follows according to the 1957 census:

RUANDA

BAHOUTU - 82.74%

BATUSSI - 16.59%

PYGMY - 0.67%

URUNDI

BAHOUTU - 86.48%

BATUSSI - 12.39%

PYGMY - 1.13%

These divisions may be varied because there are many people of mixed descent due to intermarriage. The PYGMY group, in particular, is gradually losing its identity for this reason.

.../3

S E C R E T



## S E C R E T

- 3 -

4. Terrain. The territory is characterised by mountain ranges and deep valleys, the mountains rising from an average 2300 metres in the SOUTH and EAST to an average 3000 metres in the NORTH. On the northern frontier is found the VIRUNGA volcanic chain where some peaks are over 4000 metres. Throughout, many of the mountain sides are terraced to increase the amount of agricultural land.

5. Climate. Due to the height over sea-level, the climate is generally much cooler than in the REPUBLIC OF THE CONGO. The average annual rainfall is erratic, and sometimes there are excellent harvests, but during periods of drought, famine conditions prevail.

### POLITICAL SITUATION

6. Background. The background history of the territory may conveniently be divided into the following stages:

- a) Before German occupation
- b) Territory under European domination
- c) Territory under UN trusteeship with BELGIUM as administering authority.

a) The PYGMIES probably represent the descendants of the earliest settlers still surviving in the area. The BAHOUTU came later and now form the vast majority. Lastly, probably from the 15th Century came the BATUSSI. These latter, who probably originated in ETHIOPIA, are HAMITES, or NILOTICS, while the BAHOUTU belong to the great Bantu group. The BATUSSI were a pastoral and warrior race, as distinct from the BAHOUTU, who were agricultural, the former being world-famous because of their great height. The BATUSSI gradually subjugated the BAHOUTU and became a governing aristocracy, forming two separate and independent kingdoms known as RUANDA and URUNDI. Each had its own King known as MWAMI, and a complex ruling system of Princes and Chiefs. The system could be described as feudal, with the BATUSSI in the position of feudal lords and the BAHOUTU as the serfs.

The result was a stable system of government.

.../4

S E C R E T



S E C R E T

- 4 -

Item 6 continued

b) Under European domination there was NO real variation in the system. The German colonists (1885-1916) found that the kingdoms were firmly governed, and they gave the system their blessing. It made for ease in administration. BELGIUM (1916- ), ruling the territory under a League of Nations Mandate and latterly as administering authority under UN trusteeship, also adopted the system.

7. Present Situation. a) RUANDA. The "wind of change blowing through AFRICA" brought ideas of democracy and unrest to the BAHOUTU masses. In 1957 the "Manifesto of the BAHOUTU" was published, and as in the neighboring BELGIAN CONGO, a new political consciousness was born. The Belgian administration and the BATUSSI ruling classes reacted with some alarm to these ideas, but their approach was diametrically opposed. The administration decided to introduce gradual democratic reform. The BATUSSI reacted by demanding immediate independence, with the obvious hope of holding their privileged position in a new independent state. Political parties were formed. "Union Nationale Ruandaise" (UNAR) quickly became the party of the BATUSSI; "Parti du Mouvement de l'Emancipation Hutu" (PARMEHUTU) became the strongest BAHOUTU party. The first acts of terrorism began in Oct 59 and have continued intermittently ever since. Communal local elections were held in 1960, and the result was an emphatic success for the PARMEHUTU party. UNAR boycotted the elections, which in any case they seemed to have little hope of winning. The next step occurred early in 1961 when a government, almost entirely based on the PARMEHUTU party, assumed power and declared a republic in RUANDA. This government was given de facto recognition by the Belgian authorities, and still remains in power, since legislative elections held in Sep 61 confirmed the PARMEHUTU success. Meanwhile the acts of terrorism resulted in a mass exodus of BATUSSI and their supporters. The former Mwami KIGELI V is in exile, and the number of refugees has reached alarming proportions. A recent estimate is:

.../5

S E C R E T



S E C R E T

- 5 -

Item 7a continued

KIVU PROVINCE	-	60,000
UGANDA	-	35,000
TANGANIKA	-	5,000
URUNDI	-	100,000
<u>TOTAL</u>	-	<u>200,000</u>

It has been estimated in fact that only about 5% of the BATUSSSI and their supporters remain in RUANDA. The situation shows NO immediate signs of improvement. It is a complete social revolution, and the BAHOUTU, who now benefit by the departure of the BATUSSSI will almost certainly fight to maintain their new position if any attempt is made to reinstate their old rulers. On the other hand, the BATUSSSI refugees surrounding RUANDA are filled with the desire to return to their old homes and punish the BAHOUTU for crimes committed against them and their property. There have been reports of arms traffic in KIVU Province, and certainly the refugees in UGANDA have some arms as most of the raids on the country emanate from there. It is also reported that the refugees believe that UN resolutions in regard to returning refugees to their homes and property refer directly to them. Thus many of them see themselves under UN control taking military action against the new authorities when the Belgian forces are withdrawn.

There is NO doubt but that this situation, already fraught with danger, will be positively electric if independence comes and if the Belgian forces withdraw in the near future.

b) URUNDI. In the southern kingdom, although in theory the Mwami and his Princes and Lords were as all-powerful as in RUANDA, there was some alleviation in practice. The physical characteristics of the two great races are less marked than in RUANDA. There is greater blood mixture, and the BATUSSSI are reported to be less arrogant and race-proud. Nevertheless, all the elements which brought trouble to

.../6

S E C R E T



S E C R E T

- 6 -

RUANDA are also present here, and tension was also experienced in URUNDI. The two most powerful political parties which developed were "Unite et Progres Nationale" (UPRONA) and "Parti Democrate Chretien" (PDC). The antagonism of these two parties springs rather from ruling class faction rivalry than from any division on ethnic or ideological grounds. This has so far provided a safer outlet for democratic aspirations than the division which occurred in RUANDA. In URUNDI, with the approval of the Belgian administration, an interim government has been set up based on the result of the elections held in July 60. This government is based on a "Common Front" of the UPRONA and PDC parties. The Mwami is head of the state, and is in theory above the parties.

It is NOT to be forgotten that the ruling BATUSSI class is still in power in URUNDI under the guise of democracy. Thus, in RUANDA there exists a republic after a social revolution and tribal warfare, while in URUNDI a constitutional monarchy has evolved. Suspicion and friction between the two systems is bound to exist and make the problem more difficult. In addition a further revolution in URUNDI remains possible.

ECONOMIC SITUATION

8. An unhappy picture is presented by the state of public finances in RUANDA-URUNDI. The following figures are enlightening as to the trend. (The figures refer to millions of Congolese francs.)

Year	Revenue	Expenditure	Deficit	Sum Advanced by Adm. Authority
1957	810	956	146	-
1958	903	984	81	125
1959	1010	1217	207	270
1960 <sup>1</sup>	992	1400	408	400
<sup>1</sup> Estimate				

.../7

S E C R E T



S E C R E T

- 7 -

Item 8 continued

The figures show that BELGIUM as administering authority has had to bear an increasingly heavy financial burden. The establishment of two separate independent states would increase the expenditure enormously, while the inevitable drop in revenue consequent on unrest would also occur. Even if political union between the two states is impracticable, an economic union may be devised to help the situation.

In the context of complete independence, RUANDA would be weaker economically than URUNDI because of the following factors among others:

- a) URUNDI is generally more productive than RUANDA;
- b) The recent troubles have interfered still further with RUANDA's productivity;
- c) USUMBURA, an airport of international standing is located in URUNDI, providing a means of acquiring foreign currency;
- d) Lake TANGANIKA provides URUNDI with 10,000 tons of fish annually, while Lake KIVU is practically devoid of fish.

MILITARY SITUATION

9. Local Forces. At present the governments of both RUANDA and URUNDI are training their own armies with the help of the Administering Authority. These forces are still in the formative stage and in either country probably do NOT number more than 1000 all ranks. As in the CONGO, NO effort had been made until recently to train officers or NCOs and the standard of these in the armies on 1 July 62 is apt to be very poor indeed. Rifles would appear to be the sole armament at the moment.

.../8

S E C R E T



S E C R E T

- 8 -

10. Belgian Forces. BELGIUM maintained in the country two paratroop battalions and two independent companies of infantry. The total including administrative personnel was about 1400, all ranks. These troops, because of their great mobility, have had an exceptional record in quelling disturbances. Because of the smallness in number and the necessity to some extent to keep them centralized, they have NOT been able to forestall disturbances which the mere presence of disciplined troops often does. It is to be noted that these troops are used only when called for by either of the two autonomous governments, and so it is NOT correct to assume that this force has had the complete responsibility for enforcing law and order.

11. Air Situation. The Belgian Air Force has a detachment based at USUMBURA, which counts a total personnel of 69 persons. The aircraft used by this detachment are:

- 5 C-47 (DC-3)
- 5 T-6 Harvard (trainer)
- 5 Piper Super Cubs
- 3 Alouette helicopters

There are five main aerodromes in the country situated at USUMBURA, BUKAVU (BUKAVU is in KIVU Province of the REPUBLIC OF THE CONGO. The airfield which supplies it is within the borders of RUANDA), KITEGA, ASTRIDA, and KIGALI.

CONCLUSIONS

12. A recent resolution of the General Assembly of the UN "envisages" complete independence of the trusteeship territory of RUANDA-URUNDI on 1 July 62. If this should happen, there is almost certain to be strife and further internal disorder, with the possibility of UN intervention being called on as happened in the CONGO. In these circumstances it is also possible that ONUC would be asked to supply troops at short notice. A force with the mobility of the Belgian troops now there would be the most satisfactory solution, but if such are NOT available, then a very much larger body would be required, depending on the actual situation that may exist.

S E C R E T



*Resundi*

16 March,

2

To : Property Survey and Claims Board  
From : C. Taff, Special Legal Adviser  
Subject: Claim for Mr. Albert Dumont

With reference to your memorandum of 14 March 1962, (CLSD/3/14), I wish to inform you that we do not have in our files any copy of the border agreement which Le Jeune states was signed on 19 January 1961 by the ONUC and ANC commanders in Goma. I will suggest that you write to our Office in Bukavu requesting them to send a copy of this agreement.

As regards the principles covering the claim by Mr. Dumont, I suggest that we apply the terms set forth by Mr. Cox in his letter of 11 July 1961 to Le Jeune which reads in part as follows:

"We cannot agree that the United Nations could be rendered liable to a private individual for the alleged non-implementation of a resolution of the General Assembly or the Security Council, even supposing that such a resolution had not been implemented by those authorities to whom it was addressed".

I will further suggest that no action on this claim be taken until a reply is received from Bukavu regarding the alleged agreement of 1961 in order that we may determine whether the principles suggested by Mr. Cox will have to be modified in any way on the basis of the terms of the said agreement of 19 January 1961.

CT/mm



ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE : ONUC LEOPOLDVILLE

Ref: CLSBD/3/14

INTER - OFFICE MEMORANDUM

14 March 1962

To: Mr Z. F. Marcella, Legal Adviser  
From: Property Survey and Claims Board  
Subject: Claim from Mr Albert Dumont-Dumont

... We are enclosing herewith entire file concerning a claim submitted by Mr Albert Dumont-Dumont for alleged losses suffered on 27 February 1961, at Kisenyi.

The Insurance Company ( Le Jeune ) who initiated this claim has referred to a border agreement allegedly signed on 19 January 1961 by ONUC and ANC commanders in Goma, engaging the responsibility of United Nations Forces for border control.

The Chief of Military Information has transmitted us copy of the Goma Kisenyi Convention, signed on 26 March 1961. We are not aware if a previous agreement, as claimed by the Insurance Company, was in force at that time. We would greatly appreciate the benefit of your advice on this matter.

... ENCL: 1 file



*Ruanda*

GVT/208/62

Le 6 mars 1962

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre No. 12/130/1416/CAB/AE en date du 24 février 1962, par laquelle vous demandez que l'ONUC, en collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, participe à la mise en oeuvre du plan d'installation des réfugiés du Ruanda dans la région de Bihwe.

Je tiens à vous assurer que l'ONUC se rend parfaitement compte de la situation difficile de ces réfugiés et qu'elle fera tout son possible, dans les limites de ses moyens, pour y porter remède.

Nous étudions soigneusement votre demande d'assistance et je vous ferai à bref délai part de notre décision à ce sujet.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

R.K. Gardiner  
Chargé de la Mission  
des Nations Unies  
au Congo

Son Excellence  
M. J.M. Bomboko  
Ministre des Affaires Etrangères  
Léopoldville

cc. Mr. Taff

CT/mm





Ministère des Affaires Etrangères

*Replied  
Ref: 2088  
6/3/62*

Léopoldville, le 21. FEV. 1962 196

(1) N° 12/130/1416/CAB/AE.

A Monsieur le Représentant Spécial  
de l'Organisation des Nations Unies  
au Congo  
à  
LEOPOLDVILLE. -

Ré. n° :

Annexe :

Objet :

Monsieur le Représentant Spécial,

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur la situation dramatique dans laquelle se trouvent quelque 60.000 réfugiés en provenance du Ruanda qui ont cherché refuge dans la province de Kivu.

Le gouvernement de cette province, qui n'est pas en mesure de faire face à cette situation avec les seuls moyens dont il dispose, ne cesse d'adresser au gouvernement central des appels de plus en plus pressants. Des secours d'urgence devraient être organisés afin de permettre à ces réfugiés de subsister en attendant qu'il soit possible de les installer dans la région voisine de Bihwe. Je suis convaincu que l'intervention des organisations telles que l'UNICEF et la ligue des Sociétés de Croix Rouge pourrait, en la circonstance, s'avérer des plus utile.

Suivant les indications qui me sont fournies par le gouvernement provincial, rien ne s'opposerait en effet à ce que ces réfugiés puissent être établis dans la région que je viens de citer, à condition que l'on puisse leur fournir les instruments de travail et les semences nécessaires, ainsi que la nourriture destinée à assurer leur subsistance en attendant les premières récoltes.

Selon un plan étudié déjà par le Chargé de mission du Haut Commissaire, M. Temnomeroff à la suite de sa récente visite au Kivu, il pourrait être procédé à l'installation de ces réfugiés par groupes successifs de 2 à 3.000 personnes avec les moyens relativement modestes.

Je tiens à vous informer que le gouvernement donne son entière approbation à un plan de ce genre, et qu'il serait particulièrement heureux de toute disposition qu'il vous serait possible de prendre en vue d'en faciliter la réalisation aussi rapide que possible.

J'espère vivement que l'Organisation des Nations Unies au Congo voudra bien, en liaison avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et dans l'esprit de la résolution 1671 adoptée par l'Assemblée générale à propos des réfugiés d'Angola, donner son appui à la mise en oeuvre d'un tel plan.

./...

(1) Rappeler dans la réponse la date et le numéro.





Ministère des Affaires Etrangères

(1) N° .....

- 2 -

Ré. n° :

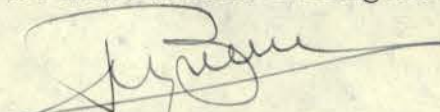
Annexe :

Objet :

Indépendamment des divers concours extérieurs dont il pourrait éventuellement bénéficier, ce plan serait bien entendu assuré de l'entière coopération des autorités provinciales ainsi que de la Mission d'installation des peuples autochtones, laquelle dispose, dans cette région du Congo, des cadres nécessaires pour organiser notamment la distribution des terres vacantes aux réfugiés en question.

Veillez agréer, Monsieur le Représentant Spécial, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre des Affaires Etrangères,

  
J. M. BOMBOKO.

(1) Rappeler dans la réponse la date et le numéro.



12 February

2

Dr. Ralph Bunche, Under-Secretary  
for Special Political Affairs  
Robert Gardiner, Officer-in-Charge, ONUC  
Problems connected with Independence of Rwanda and Burundi

...

The report attached, dated 6 February, was sent to Dr. Linnér shortly before his departure.

The report deals with matters outside the terms of reference of ONUC but it contains information which may be of value to the United Nations. I have therefore decided to forward it.

*Note: Annexes D + E were thermofax copies (one each)  
and are therefore not attached*



CONF/9/62

6 February 1962

To: Dr. Sture Linnér, Officer-in-Charge, ONUC, LEOPOLDVILLE

From: C. A. Gaviola, Chief of Civil Mission, ONUC, BUKAVU

Subject: Problems connected with Independence of Ruanda and Burundi

The U.S. Vice-Consuls David Doyle and Walter Clarke were sent by their Government to Bukavu on February 1/2 to study local security conditions since they fear that the day Ruanda and Burundi obtain full independence and the Belgian troops are withdrawn, a chaotic situation, worse than the one of the Republic of the Congo as known in 1960, may develop. Planning ahead, they contemplate the eventuality that all U.S. citizens, which number about 200 (most of them missionaries) may have to be evacuated to Kivu Province.

Equal fear has been expressed by the French Consul, Monsieur Robert Massé, in a recent visit to Bukavu.

According to them, the total number of Europeans in both Ruanda and Burundi is approximately 3,000.

But the protection of the Europeans does not, in this case, constitute the main problem. The greatest fear is for mass murders and persecution among the Ruandese and Burundese themselves, since they are divided by centuries-long hatred and rivalries.

Already Lt. Colonel L.F. Nixon, in his report of 17 May 1961 (Conf 392/61 of 6 June 1961) said that "the result of a sudden withdrawal of the Belgian administration would be disastrous. Civil war is certain ..."

There is no purpose in discussing the proposals 1. to 5. of the PROJETS DE RESOLUTIONS ADOPTES PAR LA QUATRIEME COMMISSION (COMMISSION DE TUTELLE) DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'ONU (Résolution 1419 (XIV)) as posterior facts have demonstrated them to be just wishful thinking. There is no historical fundation to consider Ruanda-Urundi as an entity. It has been only for administrative reasons that the former Colonial Powers regarded them as a unit. Each one of them have an independent King "Mwami" but even the administrative rules of each were quite different.



According to the report (A/4994) of the Commission for Ruanda-Urundi created on 20 December 1960, all parties concerned have at last understood that the fact is that Ruanda and Burundi have always been separated and they have developed in a different way. Only the representatives of Ghana and Guinea pronounced themselves in favour of the independence of Ruanda-Urundi on condition that it remained unified.

Even under Belgian Tutelle, since the events of November 1959, thousands of people, if they escaped from being murdered, are obliged to seek refuge abroad, are having their plantations destroyed, their houses burned and their cattle stolen or wantonly killed. (Annex A).

It is the Province of Kivu which has received the ~~worst~~ impact and the stream of refugees has constantly increased since 1959, receiving a considerable new flow after the elections of last September, when the minority Watutsi was vengefully persecuted and retaliated by forming terrorist bands which, resenting to having been left at the unmercy of the Bahutus, sought their victims indiscriminatingly among the Europeans.

The amount of refugees actually in Kivu exceeds the number of 50.000 and some estimates place it at 75 - 80.000. The Swedish and Norwegian Missions alone are taking care of about 40.000 but many thousands more have crossed the uncontrolled frontier and made their way into the interior. The "Mission pour l'Installation des Peuples Indigènes" at Goma and the Trappist Fathers at Lake Mokotos are also doing excellent work for the resettlement of refugees.

There have been visits by experts (Annex B) and representatives of the High Commissioner for Refugee Relief, the last one by Mr. Temnomeroff in early December 1961, but the practical results have been nil (Annexes C, D, E and F). If it were not for the selfless and devoted work of the Swedish and Norwegian Missions - just a handful of people feeding and nursing tens of thousands of them - the death-rate would be appalling.

Dr. Bellerive, W.H.O.'s Chief Representative in the Congo, is visiting today a refugee camp at Sange, near Uvira, where two Swedish nurses are miraculously obtaining <sup>that</sup> the death-rate stays in the hundreds and not in the thousands (Annexes G and H).

The new autonomy granted on January 1 to the Republic of Ruanda and Kingdom of Burundi means, to all practical ends, a definitive recognition of the existence of two separate and different States. This still limited autonomy has sufficed to show signs of discrimination and even enmity among both States. At Usumbura, for example, the Administration counted with the collaboration of all 14 University Graduates. Now there are only 7. One was murdered, the others dismissed or voluntarily exiled. Ruandese students are beaten or denied equal opportunity of education. There is also discrimination in the granting of administrative jobs. The Director of the "Association des Entreprises Privées du Kivu", Mr. J. de Mot, has just returned from a trip to Usumbura and his impressions are the following: "On y retrouve tous les signes de la désagrégation congolaise, sauf la présence des troupes belges, qui empêche les désordres graves (mais ne peut éviter les incidents) : détérioration économique, départ des fonctionnaires (surtout depuis le rappel de M. Harroy) incurie et incompétence des gouvernants ....".

4



The Malayan Special Forces (Conf.392/61) fear that once full independence is granted, civil war may be inevitable and they might be called to reestablish order. Their numbers are entirely insufficient for that purpose.

Oeshalb, if Belgium is allowed to relinquish the Tutelle, it should be replaced beforehand by an ONURU. But the fact should be taken into account that internecine hatreds are deeper and more violently expressed than in the Congo and that the experienced Belgian Administration, counting with the support of 1.500 able soldiers, has not been able to prevent murder, arson and pillage. The UN would need a far greater force and hope only to avert further deterioration of the present situation. The presence in the Congo of the UN Commission investigating the Hammarskjold air-crash, could be utilised to form a fact-finding commission about the situation in Ruanda-Urundi, before a final decision is taken by the UN General Assembly.

Otherwise, all members of the Assembly should fully realize that they might be contributing to the massacre or slow-death of thousands of innocent Africans they may think they are trying, by their vote, to liberate.

Before anything else, the UN has the moral, urgent, duty to find the means of helping to live and find a future for the tens of thousands of refugees already agonizing and causing great trouble in other neighbouring countries, but principally in Kivu, which has already a problem of its own with thousands upon thousands of unemployed.

Full independence to Ruanda and Burundi would only mean slaughter and chaos and immensely aggravate the present problems the UN already faces in Kivu. Courage is needed to prevent further disasters, as the cure, like in the Congo, may be costlier or simply come too late.

I beg you to forward copy of this report to the Fourth Commission of the General Assembly, as a modest contribution to their enlightenment about the real issues at stake in Ruanda-Urundi and the impact any decision will have also on the province.

4